

**MONTAG, 18. JANUAR 2010**

**STRASSBURG**

**AUSSCHUSS FÜR INDUSTRIE, FORSCHUNG  
UND ENERGIE**

**ANHÖRUNG VON ANTONIO TAJANI**

**DESIGNIERTES KOMMISSIONSMITGLIED**

**INDUSTRIE UND UNTERNEHMEN**

1-002

**VORSITZ: HERBERT REUL**

1-003

**Der Vorsitzende.** – Liebe Kolleginnen und Kollegen! Darf ich Sie bitten, Platz zu nehmen. Ich begrüße Sie alle, liebe Kolleginnen und Kollegen. Ich begrüße ganz besonders Kommissar Tajani in unseren Reihen. Es geht heute um die Anhörung zum Industriekommissar. Ich darf auch die Vertreter der Ausschüsse für Umweltfragen, Volksgesundheit und Lebensmittelsicherheit, Binnenmarkt, Verbraucherschutz, Verkehr und Fremdenverkehr sehr herzlich begrüßen, denn dieser Kommissar hat mit mehreren Ausschüssen Schnittstellen. Deswegen freue ich mich, dass Sie alle hier sind.

Ich möchte noch einmal darauf hinweisen, dass wir, was das Verfahren angeht, uns klare Regeln gegeben haben. Diese klaren Regeln müssen eingehalten werden, und ich bitte Sie alle, diese Regeln von sich aus einzuhalten, das macht mir das Leben leichter. Wenn das nicht ganz so gut funktioniert, werde ich eingreifen müssen. Die Verabredungen haben bisher in unseren Anhörungen hervorragend funktioniert, d.h. zunächst wird der designierte Kommissar die Möglichkeit haben, zehn Minuten eine Erklärung abzugeben, und dann haben wir Fragen und Antworten: für die Frage eine Minute, für die Antwort zwei Minuten. Anschließend besteht die Möglichkeit, eine halbe Minute nachzufragen und noch einmal anderthalb Minuten zu antworten. Ich hoffe, dass das so funktioniert.

Ganz zum Schluss wird Herr Tajani noch einmal die Gelegenheit haben, eine abschließende Erklärung von fünf Minuten abzugeben. Soweit all das, was an Formalem vorgetragen werden muss. Wenn Sie einverstanden sind, können wir beginnen.

Ich begrüße noch einmal Herrn Tajani und freue mich, dass er hier ist. Ich darf ihm das Wort für seine einleitenden Bemerkungen erteilen.

1-004

**Antonio Tajani, Commissaire désigné.** – Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les députés, mes chers collègues – puis-je le dire, après quatorze ans au Parlement européen? –, j'espère pouvoir vous appeler mes collègues, parce que, pour moi, le travail que j'ai

fait au Parlement est très important et le Parlement est toujours dans mon cœur. Je m'engage à poursuivre dans cette voie.

Sortir de la crise que nous traversons appelle une nouvelle politique ambitieuse en faveur d'une relance de l'industrie et des entreprises en Europe, qui fera partie intégrante de la stratégie UE 2020, à laquelle, bien sûr, le Parlement européen sera pleinement associé.

Cette nouvelle approche, pour être efficace, devra, par essence, être européenne, en partenariat avec les États membres, et prévenir ainsi toute tentation protectionniste.

Mes chers collègues,

Dans ses lignes directrices, le Président Barroso a souligné l'importance qu'il accorde à l'industrie, en insistant sur le développement durable, l'innovation et la formation: trois domaines clés pour améliorer notre compétitivité au niveau mondial.

La crise économique et financière nous a montré que l'industrie doit demeurer au centre de l'économie européenne.

Cela suppose une industrie intégrée, ouverte, dynamique, prompte à saisir les occasions actuelles et futures.

À cette fin, notre politique industrielle devra être essentiellement horizontale, innervant toutes les politiques de l'Union. Cela impliquera, bien sûr, une étroite coordination entre tous les Commissaires concernés.

Cette politique s'intéressera à l'ensemble des entreprises européennes, qu'elles soient grandes, moyennes ou petites. Du grand groupe industriel à la petite société coopérative, de l'entreprise familiale à l'entreprise de négoce artisanale ou d'économie sociale, du secteur manufacturier aux services, je veux consacrer une attention spécifique à chaque secteur parce que chaque secteur est différent de l'autre.

Notre base industrielle repose sur les petites et moyennes entreprises, véritable source d'emplois en

Europe. En soutenant les petites et moyennes entreprises, nous pouvons éviter aujourd'hui que la crise financière et économique ne devienne aussi une grave crise sociale.

La crise actuelle – comme vous le savez – a été provoquée, en premier lieu, par un manque d'éthique du secteur financier. Il va de soi que la reprise économique devra se baser surtout sur nos valeurs et sur le respect des règles.

Notre référence, comme le précise le traité de Lisbonne, est l'économie sociale de marché. Le but est la politique sociale, le marché est l'instrument pour l'atteindre.

Notre action visera, bien sûr, les producteurs et les entrepreneurs, mais aussi et surtout les personnes qui travaillent dans les entreprises et qui en achètent les produits, qui doivent être sûrs et de qualité.

Je veux contribuer à réaffirmer une vraie culture de l'entreprise et du travail, un contexte dans lequel les entrepreneurs puissent augmenter leur compétitivité, mettre en œuvre leurs idées et leur créativité.

Dans ce cadre, tous les acteurs devront trouver leur place et sentir leur rôle reconnu: entrepreneurs et salariés, travailleurs jeunes et plus âgés, hommes et femmes. Bien sûr, je souligne femmes, chers amis, parce qu'il faut aussi encourager la présence des femmes en tant qu'entrepreneurs: elles sont encore trop peu nombreuses au sein de l'Union européenne.

L'économie sociale de marché s'exprime aussi dans la responsabilité sociale des entreprises, qui fournira une contribution essentielle au développement d'une compétitivité liée de plus en plus à la promotion de la croissance économique durable. Car vivre dans un environnement sain est un droit.

La lutte contre le changement climatique devient donc l'autre grand défi, éthique et économique, que l'Union doit relever.

Je suis absolument convaincu qu'on peut marier la politique industrielle et la lutte contre le changement climatique: ce sont les deux faces d'une même pièce, deux politiques interdépendantes, à la finalité identique.

Je sais bien que, quelquefois, ce mariage sera un mariage d'intérêt mais, comme vous le savez, le mariage d'intérêt marche beaucoup mieux que le mariage d'amour. J'espère que finalement le mariage deviendra un bon mariage d'amour.

L'économie verte est par conséquent au cœur de la nouvelle politique industrielle. Il s'agit d'une occasion à saisir. L'Europe doit devenir le leader mondial dans le domaine de l'éco-efficacité, de l'éco-design, des technologies, des procédés de production, des produits et des services innovants, respectueux de l'environnement.

Cela étant dit, j'assumerai pleinement mes responsabilités pour empêcher la délocalisation de notre industrie. Délocalisation provoquée aussi par la fuite des entreprises vers ces pays qui ont des lois moins contraignantes du point de vue environnemental.

L'Union doit au contraire attirer des investissements et de nouvelles entreprises.

Parmi les défis à relever pour atteindre le juste équilibre entre industrie et environnement, il faut mentionner l'avenir de l'industrie automobile et la mise en œuvre de REACH.

Par ailleurs, au cours de mon mandat, je lancerai une nouvelle politique industrielle. La première étape sera la communication que je présenterai au cours de cette année.

Je compte mettre l'accent sur, premièrement, le soutien à l'innovation. Il n'y a pas de croissance ni de compétitivité adéquate sans innovation.

Chaque entreprise, chaque industrie a des exigences spécifiques et nous devons créer un cadre approprié afin que chacune puisse innover. L'action que je veux mener aura comme but de simplifier et de rationaliser l'accès aux instruments financiers, d'encourager le transfert technologique du laboratoire à l'usine, de valoriser les marchés porteurs et d'encourager la diffusion des *key enabling technologies*.

Deuxièmement, le soutien aux PME. Le principe "*think small first*" doit être d'application constante. Il faut mettre en œuvre le *Small Business Act* grâce à des actions ciblées.

Dans ce contexte, à mon avis, les expériences des clusters et des pôles de compétitivité devraient être exploitées davantage pour favoriser l'innovation au sein des petites et moyennes entreprises.

Troisièmement, les administrations publiques doivent être efficaces et ne doivent pas générer de charges inutiles pour les entreprises.

Je m'engage à travailler pour que la proposition sur les retards de paiement soit adoptée dans les plus brefs délais.

Je travaillerai aussi à l'introduction d'un système européen de facturation électronique.

Quatrièmement, la dimension externe: je veux aider les entreprises à s'internationaliser en accédant aux marchés des pays tiers.

Mais le succès de nos entreprises est lié aussi à notre capacité d'exporter les normes européennes dans le cadre des dialogues réglementaires avec nos partenaires commerciaux, sans subir celles des pays tiers! Je m'engage à mener une action vigoureuse dans ce

domaine, en prêtant attention aussi à l'initiative "matières premières".

Cinquièmement, la consolidation du marché intérieur. Il y a deux thèmes clés. En premier lieu: regagner la confiance des citoyens européens dans le marquage CE. En second lieu: la normalisation. Son rôle doit être davantage développé, en prêtant une attention particulière aux petites et moyennes entreprises, qui doivent être beaucoup plus engagées dans ce système, qui est très important pour l'innovation et pour le développement de l'industrie.

Chers collègues, chers amis,

Au-delà de la stratégie à plus long terme, il est important de se concentrer sur les actions qu'il faut mettre en œuvre dès à présent pour que la sortie de la crise puisse devenir le début d'un nouveau cycle de croissance.

Premièrement, l'accès au crédit et aux fonds propres pour les entreprises: la relance du système financier et la réforme des marchés est la condition *sine qua non* à la reprise des flux normaux de crédits.

J'ai l'intention de travailler plus étroitement avec la Banque européenne d'investissement et je veux que les 30 milliards d'euros qui ont été destinés aux petites et moyennes entreprises pour la période 2008-2011 soient vraiment utilisés à leur intention.

Deuxièmement, l'accompagnement des restructurations, profondes et par conséquent douloureuses, qui toucheront plusieurs secteurs industriels: il est clair que c'est à l'industrie de gérer sa propre restructuration. Toutefois, l'Union peut et doit jouer un rôle d'orientation et de coordination, comme les traités le prévoient.

Nous travaillerons étroitement avec tous les acteurs impliqués afin de définir ces orientations. Nous devons chercher des solutions inspirées de la solidarité et de l'intérêt européens.

Finalement, chers collègues, grâce au nouveau traité, nous pourrions compter sur une nouvelle base juridique dans deux domaines stratégiques: le tourisme et l'espace.

Le tourisme représente le troisième secteur d'activité en termes de chiffre d'affaires et d'emploi en Europe. Nous devons le développer encore plus.

La politique spatiale européenne est et sera essentielle pour affronter le changement climatique et les autres défis du futur. C'est aussi un facteur essentiel pour renforcer la compétitivité et la base technologique de notre système économique et industriel.

On a un point de départ solide: la nouvelle politique se fondera sur les progrès de Galileo et GMES, qui révolutionneront la vie des citoyens européens. On a vu l'importance du GMES il y a quelques jours. En effet, après le tremblement de terre à Haïti, grâce aux données fournies par le GMES, les secours venant du monde entier peuvent être déployés d'une meilleure façon.

Mes chers collègues,

Voici ma volonté et ma vision pour les objectifs à atteindre. Nous devons relever de nombreux défis pour sortir de la crise. Nous pouvons réussir et je suis sûr que nous réussirons!

La collaboration avec le Parlement sera, pour moi, très importante. Je me suis engagé, en tant que député européen, en tant que membre de la Convention pour l'avenir de l'Europe, à avoir un Parlement doté de plus de pouvoirs. Heureusement, le traité de Lisbonne a donné à ce Parlement plus de pouvoirs.

Je souhaite travailler d'une manière optimale avec vous et, pour tout cela, je sollicite votre confiance.

J'attends à présent vos questions.

Un grand merci à vous tous.

*(Applaudissements)*

1-005

**Amalia Sartori (PPE).** – Ringrazio il Commissario Tajani per la sua relazione, per noi è sempre un piacere straordinario ascoltare un nostro collega prima di tutto, uno che per tre legislature è stato qui, ha lavorato con noi, ci conosce e sa cosa significa il Parlamento.

Nella sua relazione, che ho ascoltato con grande attenzione, ci sono due cose che mi hanno colpita: il razionale ottimismo che la caratterizza, la sua concretezza e dall'altro anche la capacità di guardare avanti.

Io chiedo: tutti noi abbiamo seguito l'avvio del più complesso regolamento dell'Unione europea che è stato REACH: può dirci se la sua gestione sta comportando i benefici sperati per i cittadini dell'Unione, senza compromettere la competitività del sistema industriale?

1-006

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Grazie onorevole, io so quanto lei si è impegnata per REACH, quando ero al Parlamento ricordo il suo lavoro in questo settore per avere questo regolamento, che credo sia un buon testo che, come ho detto nel corso del mio intervento, riesce a coniugare gli interessi dell'ambiente, della nostra azione contro il cambiamento climatico, gli interessi della tutela della salute dei cittadini e gli interessi dell'industria.

Mi pare che i risultati già avuti, anche grazie all'impegno e al lavoro dell'industria – pensiamo soltanto che sono arrivati circa 2 700 000 dossier per la preregistrazione – questo vuol dire che le imprese sono molto impegnate in questo settore.

So bene che ci sono problemi – soprattutto per quanto riguarda il forum dei gruppi di imprese che si occupano della stessa sostanza o che chiedono la registrazione della stessa sostanza – stiamo lavorando anche con un gruppo di lavoro del quale fanno parte la Commissione europea, le imprese e l'Agenzia, per cercare di migliorare la possibilità da parte delle imprese di poter

cooperare, soprattutto le piccole e medie imprese, nei vari forum che si stanno creando.

Ci sono altri problemi che riguardano, per esempio, l'accesso linguistico da parte delle piccole e medie imprese a tutta la complessa regolamentazione di REACH. Già sul sito dell'Agenzia ci sono gli elementi di sintesi di tutta la regolamentazione in 22 lingue, l'impegno che posso prendere con lei è quello di fare in modo che ci sia una traduzione – nei tempi più rapidi possibili, lei conosce benissimo quanto è vasta la documentazione – per fare in modo che anche le piccole e medie imprese possano lavorare nel modo migliore per poter presentare la loro documentazione.

Un altro e ultimo problema che riguarda le imprese è quello relativo alle linee guida per l'ultima fase: serve un impegno da parte della Commissione – noi lo faremo, insieme al Commissario Potočnik – per fare in modo che si possano avere in tempi molto rapidi linee guida che possano essere utili sia all'Agenzia, sia alle imprese.

1-007

**Amalia Sartori (PPE).** – Ringrazio il Commissario Tajani per la risposta e anche per l'attenzione che ha dimostrato, sia nel suo intervento, sia in questa prima risposta, verso le piccole e medie imprese: noi siamo consapevoli dell'importanza della grande industria, ma siamo anche convinti dell'importanza straordinaria in Europa delle PMI.

Ultima domanda: la Commissione come si sta preparando per la revisione del REACH, prevista per il 2012?

1-008

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Intanto dobbiamo cominciare ad applicare REACH, la revisione sarà un appuntamento importante per vedere anche alcune questioni, penso ai nanomateriali, penso a un altro problema che è stato sollevato dal Consiglio e che tengo in grande considerazione, e che è quello formato dalle sostanze composte da più sostanze.

Su questi temi noi dovremo lavorare, il 2012 è un anno durante il quale noi potremo valutare il lavoro svolto, come ha funzionato REACH, cercando di apportare i miglioramenti necessari – e il Parlamento dovrà essere protagonista con la Commissione – per rendere più efficace una norma che ritengo utile sia per l'impresa, sia per la tutela della salute dei cittadini, sia per l'impegno che tutti quanti noi abbiamo per cercare di far vivere i nostri cittadini europei in un mondo dove si possa respirare meglio.

1-009

**Patrizia Toia (S&D).** – Do a mia volta il benvenuto al Commissario designato Tajani, anche a nome del mio gruppo, e riprendo le cose che lui ha detto all'inizio.

Credo anch'io, e lo vediamo tutti, che la produzione industriale abbia costituito un peso rilevante per la crescita economica dell'Europa, per la crescita del PIL e per l'allargamento dell'occupazione. Quando parlo di

produzione industriale penso proprio alla capacità produttiva nei settori tradizionali e in quelli più innovativi.

Penso che per uscire dalla crisi, che oggi ancora l'Europa attraversa, bisogna ripartire dall'industria e riparlare proprio di politiche industriali, quelle politiche industriali che in molti paesi sono state abbandonate o a volte fatte in modo molto settoriale, con grandi squilibri.

Allora io le chiedo di confermare quanto lei diceva all'inizio di questa visione nuova, se occorre davvero parlare di un approccio orizzontale, di politiche industriali che non sono solo agire su singoli fattori, ma introdurre proprio una serie di strumenti con una visione, un'ottica, che io ritengo debba essere necessariamente a livello europeo e non solo a livello di Stati membri.

Lei ritiene che questo sarà possibile, che ci sarà questo salto di novità nella politica della Commissione? E con quali strumenti sarà possibile farlo? Lo dico non solo per rispettare la competitività interna al mercato, ma anche per preparare l'Europa a una fase di competitività col resto del mondo.

1-010

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Se il Presidente mi dà mezz'ora di tempo rispondo a tutto. Onorevole, certamente lei ha colto una parte importante del mio intervento iniziale.

Io credo che serva una nuova politica industriale. Non possiamo pensare di avere una politica industriale, nell'Europa di oggi, dopo la crisi, dopo tutto quello che è successo in materia ambientale, analoga a quella degli anni '70, '80 o '90. Dobbiamo fare un salto di qualità, dobbiamo parlare, e la crisi dev'essere l'occasione per iniziare una nuova fase. Naturalmente dev'essere una politica orizzontale. Perché dico, e ho detto nel mio intervento, che deve inserirsi nel progetto "Europe 2020"? Perché la politica industriale dev'essere uno degli strumenti fondamentali per lo sviluppo e la crescita dell'Europa, per la conoscenza.

Quindi è ovvio che è una politica che deve pervadere tutto il settore della crescita e dell'innovazione. Ci sono una serie di elementi fondamentali che noi non possiamo sottovalutare. Sarebbe un errore fare una politica protezionistica, perché l'Europa dev'essere competitiva. Il nostro impegno è quello di avere un sistema industriale e imprenditoriale europeo competitivo sul palcoscenico internazionale. Competitivo vuol dire sviluppo del mercato interno, significa ammodernamento e ristrutturazioni accompagnate e legate all'innovazione, quindi anche preoccupandoci degli aspetti sociali.

Ecco perché dovrò lavorare – se avrò la vostra fiducia, onorevoli colleghi – anche con i Commissari responsabili della politica sociale, come quello del mercato interno, come quello della concorrenza, come quello dell'innovazione e della ricerca e come quello dell'ambiente. Dovrà essere un lavoro collegiale dove

chiaramente il Commissario all'industria dovrà dare un'impronta forte. Io intendo dare un'impronta forte, come ho detto nel corso della mia presentazione, di una politica industriale che abbia al centro del suo progetto la *greener* e la *green economy*, perché questa è la grande opportunità che noi dobbiamo saper cogliere.

Ecco perché serve una politica trasversale. Poi possiamo parlare di tutti gli altri strumenti necessari, ma mi interessa sottolineare di fronte a voi la strategia politica che io intendo perseguire con l'impegno del Parlamento. Sarebbe assurdo perseguirla senza un lavoro costante e forte in collegamento con voi tutti.

1-011

**Patrizia Toia (S&D).** – Strategia e strumenti, due strumenti. Possiamo aspettarci un piano che era stato preannunciato, ma poi non è stato mai fatto, di realizzazione e sostegno di reti di *cluster* in Europa, prendendo le buone pratiche nei paesi dove sono stati realizzati?

E poi, sempre per quanto riguarda gli strumenti, è disposto lei a rivedere anche fortemente alcune modalità di funzionamento – non so in quali DG si collocheranno, se per la ricerca o l'energia, ci direte voi come integrerete queste Direzioni e come realizzerete questa collegialità difficile che noi vediamo nella prossima Commissione – per far sì che alcune cose, penso ai *JTI*, a queste iniziative, rispettino le esigenze dell'industria?

Se un progetto di ricerca richiede un anno, anzi due anni, per diventare un contratto, alle imprese, piccole o grandi, non interessa più. Cosa farà lei a questo riguardo?

1-012

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, per quanto riguarda i *cluster* – che non a caso ho citato nel corso della mia presentazione, perché li considero un elemento essenziale e fondamentale da rinforzare – io credo che siano un po' lo sviluppo di quelli che erano i vecchi distretti industriali, che siano più moderni e vedano coinvolti anche l'università e i settori della ricerca e settori dell'innovazione. Insomma, è un modo più moderno di concepire la filiera legata alla produzione.

Io credo assolutamente che si debba rinforzare il *network* che c'è. È un impegno che prendo perché ne sono assolutamente convinto. Sono assolutamente convinto dell'importanza di questo tipo di lavoro, come sono assolutamente convinto dell'importanza della politica di innovazione che è indispensabile se noi vogliamo modernizzare e rafforzare il nostro sistema industriale.

Penso alla politica dei mercati guida – i *marchés porteurs* in francese –, che rappresentano una novità che sta già dando buoni risultati, sui quali credo noi possiamo impegnarci fortemente. Lo considero uno strumento utilissimo e ci sono già dei piani di azione per ognuno dei sei settori dei mercati guida. Io credo che nei prossimi mesi sia giusto inserire in questo settore anche il settore dello spazio, al quale annesso grande importanza soprattutto perché il trattato ci permette di avere una base giuridica in tutto questo dominio.

Quindi, è un insieme di settori sui quali intendo impegnarmi. Condivido la sua impostazione, puntando molto sull'innovazione e sulla ricerca e lavorando in sintonia anche con la Commissaria responsabile della ricerca e dell'innovazione. Ripeto che è un lavoro che dev'essere fatto e portato a termine in sinergia, e utilizzando naturalmente i fondi del Programma quadro per l'innovazione e la competitività.

1-013

**Lena Ek (ALDE).** – Antonio Tajani – välkommen till industriutskottet! Handel med utsläppsrätter är av avgörande betydelse för vår förmåga att motverka den globala uppvärmningen och samtidigt driva fram en europeisk industri som står pall för framtida konkurrens. Priset för utsläppsrätter måste dock stabiliseras på en mycket högre nivå än idag för att vara effektivt. Ändå skriver du i dina svar till utskottet att du vill ta fram en lista med sektorer som ska kunna ges ännu större gratis tilldelning av utsläppsrätter, trots att vi redan har en stor andel sektorer som får full fri tilldelning. Hur stor andel av utsläppsrätterna anser du kan delas ut gratis utan att hela systemet med handel med utsläppsrätter totalt undermineras?

1-014

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Il testo ITS prevede che, per alcuni settori imprenditoriali a rischio di delocalizzazione, per impedire che imprese europee vadano a produrre dove ci sono normative che non tutelano, come noi desideriamo e come noi riteniamo utile, la salute dei cittadini dalle emissioni, sia dato a queste imprese gratuitamente il 100% delle quote di emissione. Questa è una scelta che è stata fatta, la nuova lista dovrà essere valutata in base a uno studio di impatto che ci permetta di vedere quali saranno i settori dove poter allargare le normative adesso vigenti per alcuni settori.

C'è un altro tema che è stato posto in più occasioni, analogo a quello che lei ha posto, che riguarda la tassa su eventuali emissioni, è un argomento del quale si è discusso, una delle ipotesi che è prevista nel testo ITS. Io credo che prima di prendere qualsiasi valutazione complessiva, si debbano attendere i risultati delle valutazioni che arriveranno alle Nazioni Unite dai differenti paesi membri, esterni, diversi ovviamente dall'Unione europea, per fare poi una valutazione tecnica definitiva se eventualmente utilizzare quest'altro strumento.

Un'analoga valutazione tecnica per quanto riguarda le emissioni deve essere fatta per alcuni settori industriali che possono essere a rischio di delocalizzazione.

1-015

**Lena Ek (ALDE).** – Jag noterar att du inte nämner någon siffra, ingen procent och ingen andel. I dagarna stänger Tata Steel ned ett stålverk i Storbritannien. 1 700 jobb försvinner. Tata Steel får gratis utsläppsrätter till ett värde av 100 miljoner euro. Hade det inte i det fallet varit bättre att auktionera ut utsläppsrätterna och använda pengarna till att göra nytta i samhället och hjälpa arbetarna? Hur ska du kunna samarbeta med Karel De Gucht som inte tycker om den skatt som du

nämner? Eller Connie Hedegaard som har en helt annan syn på utsläppsrätter än du har?

1-016

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – È difficile parlare di cifre quando credo che sia importante fare una valutazione d'impatto. Invece, per quanto riguarda la tassa sulle CO<sub>2</sub>, il Commissario De Gucht ha detto che al momento non è prevista, io ho detto soltanto che è una delle ipotesi che sono previste all'interno di ITS.

La normativa la considera una possibilità, ho detto che noi non possiamo, oggi, dare una valutazione positiva o negativa sulla questione della tassa CO<sub>2</sub> perché dobbiamo attendere, dopo Copenaghen, le valutazioni che devono venirci dai differenti paesi del mondo perché poi possano essere valutati gli effetti di quello che succede, valutare gli effetti dopo Copenaghen.

Quindi potremo prendere una decisione in questa direzione soltanto dopo la valutazione che gli esperti tecnici faranno sulle informazioni che ci verranno, attraverso le Nazioni Unite, dai differenti paesi.

1-017

**Claude Turmes (Verts/ALE).** – Commissioner-designate, I am grateful that you mention greening the economy, but a green economy is an economy which has less impact on the environment and it is an easy equation: it is population multiplied by economic strength, multiplied by resource productivity. So if you really want a green economy with a stable or growing population, what you have to do is to ensure that the growth rate, the performance, of resource productivity, is higher than the economic performance.

So what will you do in order to make sure, in the new Lisbon Agenda and the Europe 2020 Agenda, that we have a clear indicator on resource productivity and that we make sure that resource productivity in the European Union is higher than economic growth?

1-018

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Turmes, l'equazione che lei presenta è certamente un'equazione molto interessante, che presenta una realtà effettiva e anche i rischi che ci possono essere sul palcoscenico internazionale riguardo alla produttività e alle emissioni nonché in rapporto alla popolazione.

Certamente è un tema che io prenderò in considerazione durante le prime riunioni che farò con la mia Direzione generale e con il mio gabinetto per preparare una proposta di testo per quanto riguarda l'industria, l'innovazione, la *greener e green economy*, da presentare al Collegio per poi farlo inserire nel testo generale che dovrà essere presentato dalla Commissione.

Terrò in grande attenzione la sua proposta. Se vorrà anche farmi pervenire, in modo che la possa fare valutare anche dai tecnici della mia Direzione generale, una proposta più articolata dell'equazione che lei ha illustrato quest'oggi, sarà mia cura poi farle avere una risposta concreta e farle sapere quanto della sua proposta

potrà essere inserito nel testo che io presenterò al Collegio.

Comunque le voglio confermare che terrò nella debita attenzione la sua proposta e la esaminerò durante la prima riunione che farò con il gabinetto e con la Direzione generale per preparare un documento che – se avrò la vostra fiducia – sarà presentato dal Commissario all'industria al Collegio dei Commissari.

1-019

**Claude Turmes (Verts/ALE).** – One of your biggest dangers is lobbyists. In order to protect itself against lobbyists to some extent, the Commission has introduced a voluntary scheme for lobbyists. Unfortunately, only very few lobbyists have joined it.

Could we get from you a statement that you will not meet any lobbyist who is not on the voluntary register and that, when the Enterprise and Industry DG organises conferences, workshops and other position-making activities, it will always ask the stakeholders to be registered in the register provided by the Commission for this purpose?

1-020

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io credo che un passo importante sia stato fatto in questa direzione con le regole che lei ha appena citato, che riguardano la Commissione e sono un po' diverse da quelle che riguardano il Parlamento.

Io credo che poi alla fine si dovrà avere un accordo interistituzionale, ma già le posso dire che, anche per quanto riguarda il passato – pur non avendo io grande frequentazione con i lobbisti – ogniqualvolta la Commissione ha avuto degli interlocutori, ci sono state delle liste di interlocutori e coloro che erano inseriti nella lista degli accreditati sono sempre apparsi in grande evidenza all'inizio.

Io mi auguro che il maggior numero possibile di lobbisti si possa iscrivere alla lista perché è una questione di trasparenza. Non vedo nulla di preoccupante e anzi mi pare un elemento positivo il fatto che ogni azienda, ogni lobbista che lavora a Bruxelles si iscriva in una lista, perché questo non fa altro che favorire la trasparenza e la conoscenza.

Io non credo che ci sia nulla di male nello svolgere un'attività di lobby trasparente. Anzi, più l'attività è trasparente, meglio è. Quindi anche adesso faccio un appello a iscriversi alla lista e inviterò tutti coloro che contatteranno la Commissione o il mio gabinetto a iscriversi nella lista dei lobbisti perché mi pare una scelta, per quanto volontaria, positiva.

1-021

**Giles Chichester (ECR).** – Mr Tajani, your positive and supportive comments about SMEs are welcome, but we need a bit more to support SMEs than warm words. Will you – or can you – restrain your colleagues in the college from bringing forward proposals, particularly in the environment and employment field, which bear

heaviest on SMEs? Will you – can you – persuade Member States to adopt some more SME-friendly fiscal policy? Would you consider using additional, separate, independent special impact assessments on all measures to see how they affect SMEs in particular?

1-022

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Sono assolutamente convinto che le piccole e medie imprese, come ho ricordato volutamente nel mio intervento, sono oggi lo strumento migliore per impedire che la crisi, da finanziaria ed economica si trasformi in crisi sociale, quindi è importantissimo sostenere in ogni nostra azione le piccole e medie imprese perché rappresentano la colonna vertebrale della nostra economia.

Sono assolutamente favorevole affinché anche in tutte le azioni di *impact assessment*, le piccole e medie imprese abbiano un test ad hoc, quello che abbiamo già utilizzato. Ma mi auguro – e questo è il mio impegno – che ogni normativa che deve essere approvata dalla Commissione possa essere sempre frutto del superamento di un PMI-test, perché veramente tutta la nostra normativa vada nella direzione del "pensare in piccolo".

Questo vale per tutte le iniziative, oltre che per questi aspetti relativi alla valutazione di impatto, ma anche per tutte le iniziative normative che andrò a prendere in tutti i settori, compresa l'eco-innovazione: c'è un programma quadro importante che intendo valorizzare, intendo lavorare per l'accesso al credito – credo che avrò occasione di sottolinearlo – ma in tutti i settori può contare, onorevole Chichester, sul mio impegno, dal settore dell'innovazione al settore anche della normalizzazione.

Credo si debba lavorare per rinforzare anche il progetto INNOPMI, perché è un sistema che permetterà alle piccole e medie imprese di partecipare di più al processo di riforma, di trasformazione, di modernizzazione di tutto il sistema imprenditoriale europeo.

Condivido la sua impostazione a favore delle piccole e medie imprese, ma credo che sia una scelta che l'Unione europea debba fare da qui ai prossimi anni e debba essere nel cuore della politica industriale del progetto Europe 2020.

1-023

**Giles Chichester (ECR).** – Please try and restrain your colleagues from too much legislation.

I wish to apologise that I do not have, like my colleague along the way there, a prop or poster for you. All I have got is the letter that you have received from President Barroso with regard to the various competences of different Commissioners-designate.

He has said that he might shuffle those competences during the term of office. So, I would like to know: what additional competence would you like to have?

1-024

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Mi pare di averne già tantissime, onorevole Chichester, di

competenze. Mi sono tanto preparato per questa audizione e ho dovuto studiare talmente tanti dossier che per il momento mi accontento di quelle che ho.

Devo dire che sono assolutamente convinto che per il Commissario per l'industria – che ha anche la responsabilità della politica dello spazio, che ha la responsabilità del settore dell'innovazione per quanto riguarda tutto il sistema industriale, che deve impegnarsi per fare in modo che la *greener economy* possa essere non soltanto un sogno o uno slogan, ma possa veramente diventare un'opportunità per la crescita economica che noi dobbiamo raccogliere, penso soprattutto al settore dell'industria – c'è già tantissimo da fare.

Possiamo fare, in aggiunta, però, tutti quanti assieme un lavoro per cercare – e credo che questo sia un tema che le stia particolarmente a cuore – di ridurre tutte le pratiche burocratiche che impediscono a molte piccole e medie imprese di poter raggiungere i loro obiettivi.

Quando sono stato Commissario – sono ancora Commissario per i trasporti – per esempio per quanto riguarda il programma Marco Polo, un programma per l'interoperabilità, mi sono reso conto che il regolamento non permetteva alle piccole e medie imprese di accedere ai finanziamenti europei e ho proposto un cambiamento del regolamento e oggi abbiamo un nuovo regolamento in Marco Polo che permette alle PMI di poter accedere ai finanziamenti comunitari.

Questo vale per tutti gli altri settori, ripeto, io insisto perché annetto grande importanza al Programma quadro sull'innovazione, sullo spirito di... (*Il Commissario viene interrotto*). Continuo dopo.

1-025

**Ida Figueiredo (GUE/NGL).** – Senhor Presidente, Senhor Comissário, não basta afirmar que precisamos de uma nova política industrial na União Europeia. É necessário ter em conta que nem todos os países, nem todas as regiões têm o mesmo grau de desenvolvimento, que a desindustrialização e a deslocalização de multinacionais está a contribuir para o definhamento de várias regiões, e de países até, e para agravar o desemprego e a pobreza, como acontece, por exemplo, no meu país, Portugal, mas eu sei que não é caso único.

Sectores industriais que predominam nalgumas zonas, como a têxtil e o vestuário, como o calçado, a cristalaria, os componentes da indústria automóvel são, hoje, sectores profundamente abalados em muitas regiões, com deslocalizações e com encerramento de muitas empresas. Para tudo isto contribuí também a liberalização do comércio internacional, sem ter em conta os seus impactos, as suas consequências económicas e sociais. Como vai encarar estas questões? É o problema que lhe coloco, eu sei que não é fácil.

1-026

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Soprattutto non è facile in due minuti. Lei pone un problema che è anche un problema sociale. Ecco perché io ho detto che intendo lavorare in questi prossimi anni – sempre se avrò la vostra fiducia – insieme al Commissario competente per le politiche sociali.

Noi non possiamo non pensare a un ammodernamento, e quindi anche a una ristrutturazione, del settore industriale europeo, che noi dobbiamo accompagnare con una serie di iniziative, favorendo il mercato interno e l'innovazione. Io insisto sulla *greener* e sulla *green economy*, perché sono scelte che ci portano poi a migliorare la qualità dei nostri prodotti e quindi ad essere più competitivi.

Se noi vogliamo avere un sistema imprenditoriale competitivo a livello mondiale, dobbiamo guardare non in termini nazionali ma in termini europei. Anche quando parliamo di delocalizzazione dobbiamo pensare a una delocalizzazione al di là dei confini dell'Unione europea.

Noi dobbiamo puntare molto sul mercato interno, molto sulla nostra azione sul cambiamento climatico e molto anche sull'innovazione. Quindi, puntando su questi elementi, io credo che noi potremo dare delle risposte.

Dovremo cominciare ad accompagnare anche i cambiamenti nel settore automobilistico, che lei ha citato, pensando a quello che è già la nostra strategia per il settore dell'automobile, che prevede una prima azione oggi con il *recovery plan*, domani con quello che ha previsto CARS 21, cioè una regolamentazione generale, per poi finalmente arrivare a un nuovo modello di auto che può essere l'auto ibrida prima e poi l'auto elettrica e l'auto a idrogeno. Quindi è necessario anche cambiare tutti i settori che lavorano attorno. Per esempio, lei ha citato il settore industriale.

Per quanto riguarda il settore tessile, del quale io mi sono occupato anche quando ero parlamentare europeo, io credo per esempio che l'ipotesi di averlo inserito nel settore dei *marchés porteurs*, dei mercati guida, sia una grande opportunità. Il tessile diventa oggi un settore fondamentale per lo sviluppo e per l'innovazione della nostra economia. Quindi bisogna utilizzare tutti i differenti strumenti. Io farò di tutto per utilizzarli, utilizzando anche i fondi che sono messi a disposizione dal Programma quadro sull'innovazione che considero, con i suoi tre progetti, di straordinaria importanza.

1-027

**Ilda Figueiredo (GUE/NGL).** – A pergunta que lhe coloco ainda é a seguinte: mas vamos esperar, nalgumas destas zonas onde hoje já há 20% de desemprego ou mais? Isso acontece em certas zonas do meu país, onde as empresas já encerraram, ou ameaçam encerrar dentro dos próximos meses, e há desemprego a crescer, a ultrapassar os 20%. Vamos desistir do desenvolvimento? Vamos dizer a estes trabalhadores: não há futuro para vocês? Que vai fazer, Senhor Comissário indigitado?

1-028

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, io credo che si debba sempre dire la verità. Noi dobbiamo dire che c'è una crisi. Il momento peggiore è alle nostre spalle, ma dobbiamo uscire dalla crisi e quindi dobbiamo avere una strategia e una serie di iniziative che permettano il recupero complessivo

dell'economia. Noi dobbiamo impedire che una volta che chiude un'impresa i lavoratori di quell'impresa perdano definitivamente il loro posto di lavoro.

Perché ho insistito sulle donne imprenditrici? Perché io sono convinto che dobbiamo mettere in atto una serie di iniziative per spingere i giovani a diventare imprenditori? La scelta che abbiamo fatto è di avere un progetto che abbia donne ambasciatrici in dieci paesi d'Europa per avere più donne imprenditrici. Quando insisto anche sulle piccolissime e sulle microimprese, io credo che noi li possiamo andare ad incidere e creare nuovi posti di lavoro in quei territori dove si perdono vecchi posti di lavoro. Noi non possiamo vivere soltanto con aiuti di Stato che non sono legittimi.

In questa fase abbiamo aumentato la soglia, il *de minimis*, per le piccole e medie imprese, però è sempre una scelta a termine. Io credo che quello che conti sia la strategia.

Per un paese come il suo, per esempio, penso che puntare su un'imprenditoria turistica in alcuni settori possa essere uno strumento importante per andare a recuperare posti di lavoro che si possono perdere in altri settori. Se qualcuno me lo chiederà, potrò anche illustrare meglio la parte dello sviluppo dell'imprenditoria turistica che riguarda moltissimi giovani, per i quali secondo me c'è molta speranza in quel settore.

1-029

**Νίκη Τζαβέλα (EFD).** – Κύριε Tajani, διερωτώμαι πόσο ρεαλιστικά μπορείτε να λειτουργήσετε ως Επίτροπος Βιομηχανίας. Είναι γεγονός ότι το ευρωπαϊκό βιομηχανικό προϊόν είναι το ακριβότερο στον πλανήτη και, μετά την Κοπεγχάγη όπου η Ευρώπη αποδέχθηκε πλήρως το κόστος των περιβαλλοντικών κανονισμών, ενώ η Αμερική και η Κίνα παζαρέψανε το κόστος που θα επιβάλουν στο προϊόν τους, οι μεγάλες ευρωπαϊκές βιομηχανίες στην ευρωπαϊκή αγορά έχουν αρχίσει ήδη να μελετούν μετεγκατάσταση προς την Ασία. Διερωτώμαι πόσο ρεαλιστικά μπορείτε να λειτουργήσετε και να ισορροπήσετε μεταξύ της διατήρησης της ευρωπαϊκής βιομηχανικής ανταγωνιστικότητας, της διατήρησης της απασχόλησης στην Ευρώπη και της προφύλαξης του περιβάλλοντος.

1-030

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Forse qualcuno ha sorriso quando ho detto che il matrimonio di interesse può essere più efficace del matrimonio d'amore: perché ho detto così? Perché all'inizio qualche settore industriale aveva resistenza nei confronti di una politica ambientale, perché la considerava come qualcosa che mettesse i bastoni fra le ruote alla sua attività.

Parlando l'altro giorno con un parlamentare, che è presente qui, abbiamo riflettuto su quanto oggi sia importante, invece, per lo sviluppo di tutte le aziende, dalle piccole alle grandi, avere, percepire e fare propria la *green economy*, perché oggi l'Europa è vincente: la



competitività del sistema imprenditoriale dell'industria europea è vincente sulla qualità.

Non possiamo certamente pensare di competere abbassando i livelli di solidarietà sociale, abbassando i livelli della nostra qualità di vita, rinunciando ai nostri valori che sono frutto di conquiste sociali e politiche per competere con l'industria cinese, con il sistema industriale cinese che è diverso.

Credo invece che noi dobbiamo rinforzare il nostro sistema industriale e pensare invece di investire per andare a occupare altri spazi nel mercato cinese. Il nostro sistema industriale si rinforza se siamo capaci di avere un nuovo modello: non dobbiamo guardare al passato, dobbiamo guardare a quello che stiamo facendo oggi. Un nuovo modello industriale che permetta a tutti quanti gli europei di vivere in condizioni migliori significa avere qualità e competere sulla qualità, non sulla quantità.

Quando poi, fra 20 o 30 anni il mercato – facciamo l'esempio dell'auto – il mercato dell'auto ci porterà ad avere nel mondo 2 miliardi e mezzo, 3 miliardi di autovetture – e non si potrà più utilizzare la benzina o il diesel perché costeranno troppo, perché le riserve saranno minori e le macchine saranno talmente tante – allora sì che le *green cars*, le macchine frutto dell'innovazione europea diventeranno competitive sul mercato e avremo quindi una strategia che permetterà all'Europa di essere veramente competitiva ed essere all'avanguardia. La sfida la dobbiamo vincere a lungo termine, dobbiamo cominciare a lavorare oggi.

Perché ho diviso il mio intervento su strategia a lungo termine e interventi immediati? Gli interventi immediati sono assolutamente necessari, ne possiamo parlare, ma dobbiamo avere anche una strategia a lungo termine che permetta alla nostra industria di rappresentare veramente la novità sul palcoscenico mondiale.

1-031

**Der Präsident.** – Wenn wir jetzt nicht langsam versuchen, uns daran zu gewöhnen, die Zeit ein bisschen genauer einzuhalten, wird es am Ende für diejenigen schwierig werden, die als Letzte Fragen stellen. Deshalb bitte ich noch einmal, dass wir noch etwas disziplinierter versuchen, die Zeit einzuhalten.

1-032

**Νίκη Τζαβέλα (EFD).** – Κύριε Tajani, νομίζω ότι αυτά που μας λέτε εμπεριέχουν αρκετό ρομαντισμό. Δεν μας λέτε συγκεκριμένα τι πρέπει να κάνει κάποιος που προωθεί ένα πολύ ακριβό ευρωπαϊκό προϊόν για να μπορέσει να ανταγωνιστεί τις άλλες αγορές. Εύχομαι να είστε πιο ρεαλιστής και να ισορροπήσετε για να κρατήσουμε αυτήν την ευρωπαϊκή βιομηχανία. Μπορείτε να μας πείτε κάποια συγκεκριμένα μέτρα που έχετε κατά νου να λάβετε για να ισορροπήσετε μεταξύ της προστασίας του περιβάλλοντος και της ανταγωνιστικότητας των ευρωπαϊκών επιχειρήσεων;

1-033

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Non sono romantico, sono determinato e credo nelle cose in cui

dico, se non avessi delle idee starei qua soltanto a elencare una serie di cose già fatte.

Credo negli obiettivi che ho posto, che mi sono posto e che ho posto alla Commissione e che al Parlamento chiedo di condividere con me. Ci sono tante iniziative – ne abbiamo parlato prima con l'onorevole Ek – per esempio, per tutelare le nostre imprese, alcuni settori della chimica hanno avuto un intervento previsto da ITS, abbiamo parlato dell'ipotesi di interventi per quanto riguarda il CO<sub>2</sub>, ma abbiamo un progetto che è già operativo, per esempio per quanto riguarda le materie prime.

Questo significa aiutare le nostre industrie, significa, con la riduzione anche di tutte le norme che abbiamo – 1 600 atti sono scomparsi grazie all'azione della Commissione – questo significa anche aiutare le piccole e medie imprese. È una strategia, ossia sono 100 azioni quotidiane che noi dobbiamo realizzare per rendere competitiva la nostra industria. Dobbiamo favorire il mercato interno, far sviluppare il mercato interno, far sviluppare gli scambi.

Perché insisto sulla normalizzazione? La normalizzazione è uno strumento fondamentale per fare circolare le merci al nostro interno. Quando insisto sulla qualità, insisto sul marchio CE, significa far sviluppare il nostro mercato interno.

Se noi vogliamo avere un'economia più moderna, un sistema industriale più moderno, dobbiamo giocare una grande partita sul mercato interno, e in questa azione lavorerò con il Commissario Barnier. Sono tutte cose concrete, la normalizzazione, secondo me, è una scelta, e l'impegno in quel settore è fondamentale per lo sviluppo delle piccole e medie imprese, quando io dico l'accesso attraverso INNOPMI delle piccole e medie imprese a questo straordinario sistema.

1-034

**Zoltán Balczó (NI).** – Tisztelt Tajani úr! Az ön által megfogalmazott célokkal egyet lehet érteni, támogatásra méltóak. Azonban megfelel annak az elvárásnak, amit Barroso úr megfogalmazott: minél kevesebb konkrétum, hogy később a Bizottság ne tudja azt számon kérni önön. És ezért, miközben új iparpolitikáról, új megközelítésről beszél, az a kérdésem: mi az, amiben markánsan új lenne az ön politikája az eddigihez képest? És kérem, hogy beszéljen első, második, harmadik prioritásról. Prioritás egy van. Ha lehetséges, emeljen ki egy eszközt, egy módszert, amit ön markánsan újként vállal és mi önt meg tudjuk később kérdezni ennek a teljesítéséről.

1-035

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, io credo di essere stato abbastanza chiaro nelle cose che intendo fare e gli impegni che intendo prendere, a cominciare dalle comunicazioni per quanto riguarda la politica industriale e per quanto riguarda anche gli altri settori, di cui se vuole io posso anche parlare, a partire – so che se ne interessa in modo particolare l'Onorevole Schwab – da quello che riguarda i trattori, per quanto riguarda i finanziamenti alle piccole e medie imprese, per i test che riguardano le piccole e medie imprese.

Non c'è da fare una cosa, serve mettere in pratica una strategia, la strategia è quella che deve puntare all'innovazione del nostro sistema economico che deve avvenire soprattutto attraverso una valorizzazione delle piccole e medie imprese.

Se vuole possiamo parlare anche di tutte le iniziative a favore – su cui ho insistito – dell'attuazione del programma quadro. Ho insistito sui trenta miliardi che devono andare a finire direttamente alle piccole e medie imprese, perché se noi parliamo con la Banca europea per gli investimenti e poi parliamo con il Fondo, che è figlio della Banca europea per gli investimenti, e i fondi destinati alle piccole e medie imprese si fermano nelle banche, allora li dobbiamo cercare di disinnescare qualche cosa che non permette alle piccole e medie imprese di poter ricevere i fondi necessari per andare avanti.

Io penso ad iniziative, per esempio ai *business angels*, ma anche, perché no, ai *green angels*, perché possono essere degli strumenti importanti per aziende, piccole e medie imprese, che cominciano a lavorare per indirizzarsi verso l'innovazione. Ripeto, c'è tutto un problema che è quello dell'accesso al credito, che è il primo tema sul quale noi dobbiamo lavorare.

Se lei vuole un tema, ecco, il primo tema sul quale mi impegno è quello che ho detto come primo degli impegni a brevissimo termine: quello che riguarda l'accesso al credito alle piccole e medie imprese, perché se noi non permettiamo oggi alle piccole e medie imprese di sopravvivere, rischiamo che la crisi economica già grave che stiamo affrontando si trasformi in una grave crisi sociale.

Questo dobbiamo poter fare attraverso la creazione di nuovi posti di lavoro con il sostegno forte alle piccole e medie imprese attraverso l'accesso al credito, attraverso tutti gli strumenti che abbiamo.

1-036

**Zoltán Balczó (NI).** – Tisztelt Tajani úr! Ön azt írja, hogy szorosán együtt kíván működni a kutatásért és innovációért felelős biztossal. Ez nagyon helyes, indokolt. Tisztában van-e ön azzal, hogy a kutatási keretprogramban való részvételt szinte megbénítja az a mértékű bürokrácia, ami ezekhez a programokhoz adott esetben szükséges. Elkötelezett-e e keretprogramok bürokráciájának csökkentése mellett?

1-037

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Assolutamente sì, serve anche un aiuto del Parlamento. Io insisto sempre sul Programma quadro sull'innovazione e la competitività: sono circa tre miliardi e mezzo di euro per il periodo 2007-2013. Ci sono dei comitati di valutazione sull'impulso della Direzione generale e c'è anche un impegno forte del Parlamento. Dobbiamo cooperare insieme per modificare tutte le regole che riguardano l'accesso ai finanziamenti comunitari.

Le ho portato l'esempio concreto di una cosa che ho fatto, quindi di un risultato raggiunto, vale a dire il cambiamento del regolamento Marco Polo. Per quanto mi riguarda, io posso prendere l'impegno davanti al Parlamento che per quanto riguarda tutti i regolamenti di programmi comunitari di mia competenza io farò di tutto per modificarli affinché l'accesso a questi finanziamenti possa essere sempre più facile e più rapido per le piccole e medie imprese.

Perché ho insistito sui trenta miliardi? Perché rischiamo di avere i trenta miliardi bloccati nelle banche e inutilizzati da parte delle piccole e medie imprese, che non possono aspettare mesi ma hanno bisogno del finanziamento domani mattina.

Quando io insisto e chiedo che il Parlamento faccia con me la sua parte – so che l'onorevole De Angelis è uno dei relatori ombra – per fare in modo che si faccia in fretta per approvare la direttiva che riguarda il pagamento dei crediti da parte delle pubbliche amministrazioni alle piccole e medie imprese, è un altro segnale forte di cose concrete che noi possiamo fare anche per accelerare i tempi della burocrazia.

1-038

**Der Vorsitzende.** – Herr Tajani! Wir müssen eine Verabredung bezüglich der Zeit treffen. Ich sehe gerade, dass man Ihnen keine Uhr hingestellt hat. Das ist ja schon eine schwierige Verfahrensweise, wie sollen Sie denn ahnen, wann die Zeit ablaufen wird. Ich werde versuchen, ein bisschen früher zu klopfen, damit Sie ein Gefühl dafür kriegen. Es tut mir leid, da ist offensichtlich ein kleiner Fehler passiert, denn da gehört eine Uhr hin. So kann man ja nicht geordnet antworten, wenn gar keine Uhr läuft. Aber das kann ich jetzt nicht mehr ändern. Wir kommen auch so klar.

1-039

**Rachida Dati (PPE).** – Monsieur le Commissaire désigné, je voudrais évoquer avec vous, malheureusement trop brièvement, l'avenir de la politique industrielle européenne, qui a été en débat la semaine dernière dans le contexte de la redéfinition des nouvelles priorités de croissance pour les dix ans à venir. L'échec patent de l'agenda de Lisbonne nous oblige à trouver de nouveaux moyens pour favoriser une meilleure compétitivité en Europe, comme l'a dit d'ailleurs très justement Patrizia Toia tout à l'heure. Or, au moment où le Conseil européen évoque de plus en plus précisément la nécessaire coordination des politiques économiques européennes, celle-ci nous obligera de mettre en œuvre un système, je ne vais pas dire de sanctions, mais en tous cas de mise en garde des États membres qui ne respecteraient pas les orientations générales qui seraient prises au niveau du Conseil européen, et j'espère de la Commission. Je pense que cette politique européenne coordonnée est devenue nécessaire dans le contexte de crise. Comment pensez-vous articuler une politique industrielle compétitive, forte, avec cette coordination des politiques économiques européennes?

1-040

**Antonio Tajani, Commissaire désigné.** – Je pense qu'il faut tout d'abord essayer d'utiliser la possibilité que nous donne le traité. C'est en effet la Commission qui doit coordonner le travail des différents États membres. C'est pour cela que je suis convaincu que, même face aux différents problèmes que nous avons dans les différents secteurs de l'industrie, il sera utile – peut-être même avec monsieur le commissaire Almunia – de réunir les différents ministres chargés de la responsabilité des entreprises en Europe pour essayer au début, si j'ai toujours votre confiance bien sûr, d'évaluer ensemble une stratégie unitaire. C'est bien sûr la stratégie de la Commission, mais je ne peux pas faire la stratégie de l'économie industrielle tout seul. Il faut coordonner le travail des États membres.

J'insiste sur ce que j'ai dit dans mon intervention, parce que chaque mot a une signification: j'ai plaidé contre le protectionnisme. Vous avez raison, il faut coordonner les actions pour empêcher le protectionnisme. Dans le plan d'action pour l'ex-stratégie de l'Union européenne, on a essayé de coordonner et je pense que nous avons obtenu de bons résultats dans le secteur de l'automobile. On a vu hier ou il y a deux jours les résultats que nous avons obtenus sur les ventes des voitures en Europe et la situation n'est pas un désastre. On craignait un désastre mais, heureusement, la situation est moins grave.

Nous devons donc commencer avec cette rencontre d'évaluation avec les États membres et les différents ministres. Je rencontrerai aussi M. Almunia, parce qu'il faut regarder tout ce qui concerne les aides d'État. Je pense – je vais conclure, Monsieur le Président – également travailler avec la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie du Parlement, pour évaluer ensemble, dans le cadre d'une audition, toutes vos propositions et les accepter.

Puis-je ajouter une chose? Je demande à tous les députés: si vous avez des idées concrètes, comme M. Turmes, des propositions concrètes, je vous demande de me les envoyer afin que je puisse les utiliser dans toutes mes propositions, parce que je veux travailler en écoutant vraiment les députés, pas seulement en disant: "oui, oui, je vous écoute". J'attends vos idées et propositions, après je vous donnerai, comme je l'ai toujours fait en tant que commissaire aux transports, ma réponse et mes évaluations.

1-041

**Rachida Dati (PPE).** – Monsieur le Commissaire, je suis ravie d'avoir entendu tout à l'heure votre réponse sur la mise en œuvre de la taxe carbone aux frontières de l'Union européenne. Une coordination des politiques économiques qui est en lien avec une politique industrielle européenne implique un contexte de concurrence totalement loyale.

Le rendez-vous manqué de Copenhague a démontré que la concurrence ne va pas être loyale, puisque des pays n'auront pas les mêmes contraintes que nos industries européennes. On ne peut pas, pour protéger, pour préserver, pour améliorer, pour accroître la compétitivité de nos industries et préserver les emplois des Européens

– et ce n'est pas du protectionnisme, c'est juste une volonté d'être dans un contexte de concurrence loyale...

Ne croyez vous pas qu'il sera nécessaire d'évoquer la mise en œuvre de la taxe carbone, et peut-être d'y aboutir? Vous êtes le seul commissaire désigné à avoir un petit peu ouvert la brèche – je ne dirais pas la porte – en disant: "On est d'accord, je suis d'accord, pour, éventuellement, mettre en œuvre une étude d'impact". Je suis ravie d'avoir entendu cela ce soir.

1-042

**Antonio Tajani, Commissaire désigné.** – Madame la députée, je comprends bien que vous partagez cette idée, j'ai lu votre communiqué de presse et je connais très bien votre position.

Moi, je dis que c'est une hypothèse qui est dans les règles de l'ETS. Pour appliquer cette hypothèse, il faut voir les informations qui nous arriveront des autres pays à travers les Nations unies. Il faudra faire une évaluation technique et après décider. Donc, il faut attendre.

Je ne peux pas dire que je biffe cette hypothèse de la liste de l'ETS. Il faut la réévaluer. Aujourd'hui, je ne peux pas dire "écoutons, voyons", je ne peux dire ni oui, ni non, parce qu'aujourd'hui, elle n'existe pas.

Mais, comme il était prévu dans la révision de l'ETS, qu'il y ait une évaluation technique après Copenhague de tout ce qui s'est passé, alors bien sûr, après Copenhague, il faut bien travailler pour défendre notre position.

Nous n'avons pas gagné le match mais je pense que nous avons gagné la première étape. Les États-Unis, la Chine et les autres pays commencent à s'engager dans ce domaine, il faut faire beaucoup plus. Il ne faut pas reculer dans ce domaine parce que, si l'Europe recule dans le domaine de son engagement contre le changement climatique, le risque c'est que tout le monde recule et donc, on ne fera rien. C'est pour cela qu'il faut s'engager. Et j'insiste, en tant que commissaire chargé de l'industrie, sur la nécessité de nous engager dans ce domaine.

1-043

**Bernd Lange (S&D).** – Herr Tajani, die Automobilindustrie ist sicherlich ein Kernsektor der europäischen Industrie. In der Krise gibt es insbesondere in der Zulieferindustrie starken Druck auf die Arbeitsplätze, aber es ist nicht nur eine Frage der Krise, sondern es gibt auch Strukturprobleme.

Sie haben eine neue Industriepolitik gefordert. Ich frage mich: Welche Strategie haben Sie für die Automobilindustrie? Vielleicht müssen wir die Strategie, die wir bisher hatten, etwas ändern. Ich möchte von Ihnen wissen: Welche drei zentralen Maßnahmen werden Sie ergreifen, um nachhaltig Arbeitsplätze im Automobilsektor zu erhalten?

1-044

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io credo che noi abbiamo tre punti sostanziali nella nostra strategia.

Il primo è l'applicazione di tutte le decisioni prese nella *exit strategy*, per cui nella *Green card initiative*, che è molto importante anche per quanto riguarda i finanziamenti. Quindi, l'applicazione di tutti i finanziamenti legati a quel settore.

Il secondo elemento importante sul quale io mi impegno è l'attuazione della strategia individuata dal gruppo di alto livello CARS 21 e poi dalla successiva comunicazione della Commissione in questo settore, vale a dire cercare di creare un sistema regolamentare per lo sviluppo dell'industria europea in modo che si abbia un quadro per poi, a lungo termine, modificare la produzione effettiva delle nostre auto.

Attraverso le normative che riguardano la limitazione di CO<sub>2</sub>, passando nel 2020 a 95 grammi di emissioni di CO<sub>2</sub> per chilometro, attraverso i risultati che già abbiamo ottenuto, attraverso una serie di normative – penso non soltanto a quella che riguarda la riduzione di CO<sub>2</sub>, non soltanto alle categorie Euro 4, Euro 5 e Euro 6, ma anche alle normative che metteremo in campo per quanto riguarda i condizionatori d'aria nelle auto e la riduzione dell'inquinamento provocato dai pneumatici – dovremo perseguire l'obiettivo di avere un nuovo sistema di produzione degli anni futuri 2030 e 2040 e di avere una vera possibilità di un sistema basato sull'auto ibrida, sull'auto elettrica e anche sull'auto a idrogeno.

Noi stiamo già lavorando per avere nuove norme per l'omologazione delle auto a idrogeno perché ci sono dei problemi che riguardano anche la sicurezza dei cittadini. Questi sono i tre elementi chiave: *exit strategy*, aspetto normativo regolamentare, attuando CARS 21, e un sistema di produzione di auto europee meno inquinanti che possono essere legate a sistemi di energie alternative.

1-045

**Bernd Lange (S&D).** – Um auf den dritten Punkt zurückzukommen: Wo sehen Sie denn die ökonomische und technologische Perspektive von alternativen Antrieben, Elektromobilität oder Hybrid? Was ist für Sie die Perspektive?

1-046

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – È una prospettiva a lungo termine, stiamo lavorando già con degli esperimenti concreti. Come Commissario ai trasporti ho fatto approvare dal collegio una comunicazione su un piano d'azione per il traffico urbano, dove si prevedono incentivi e iniziative per l'utilizzo dei mezzi di trasporto elettrici nella breve distanza all'interno delle città.

Noi su questo dobbiamo lavorare, passando poi anche attraverso la realizzazione di infrastrutture che permettono negli anni a venire di avere un sistema di auto elettriche e di auto ibride, perché non possiamo pensare di avere delle auto elettriche se poi non c'è il sistema o per il cambio delle pile o per la ricarica delle batterie, anche lì dovremo intervenire per quanto riguarda la costruzione delle batterie, per una

normalizzazione, una standardizzazione del sistema delle batterie, dovremo realizzare anche le infrastrutture.

Ma questa credo che sia la nostra strategia, incoraggiare – io l'ho fatto anche come Commissario ai trasporti – finanziando anche iniziative in questo settore.

Abbiamo molto tempo, ma le ricordo il dato che ho citato poco fa: nel 2030-2035 noi avremo nel mondo tre miliardi, tre miliardi e mezzo forse, di autovetture. E allora il mercato non potrà pensare di trovare soddisfazione con la benzina e con il diesel, quindi la ricerca energetica dovrà essere fatta diversamente. Ecco perché intravedo, avendo questi dati e queste cifre, grandi possibilità per questo settore e al Consiglio dei Ministri dei trasporti informale organizzato dal governo spagnolo sarà dedicata una giornata intera a questo argomento.

1-047

**Bendt Bendtsen (PPE).** – Welcome to the Committee on Industry, Research and Energy. I look forward to good cooperation with you in the coming years regarding SMEs.

You have stated in your written answers that the proper implementation of the Small Business Act would be one of your priorities.

Regarding products and services on the internal market, we all know that public authorities play a major role, and, for the growth of SMEs, it is therefore very important for them to have good access when it comes to public procurement. Today that is not the case, and there are too many obstacles for SMEs to compete in this area.

How will you ensure that SMEs' access to public procurement will be improved?

I had also a question about SMEs' access to financing, but you have told us what you will do about that, so if you will take the public procurement question.

1-048

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – A lei chiedo il permesso, al Presidente, di farmi parlare un po' di più. Sarò rapidissimo. Per quanto riguarda le garanzie sul mercato interno, credo che il nuovo quadro regolamentare sulla commercializzazione delle merci debba essere applicato in maniera seria e attenta alle frontiere, quindi con una cooperazione tra gli strumenti delle organizzazioni doganali e le organizzazioni di sorveglianza del mercato interno per quanto riguarda il marchio, per quanto riguarda tutte le regole comunitarie, nonché la circolazione delle merci all'interno dell'Unione europea.

Per quanto riguarda, invece, gli appalti pubblici, condivido con lei che le piccole e medie imprese hanno una serie di problemi, però hanno lo Small Business Act e ci sono una serie di indicazioni, di linee guida che puntano a far meglio lavorare le piccole e medie imprese e i dati ci confermano che, rispetto agli Stati Uniti, dove c'è una quota riservata alle piccole e medie imprese negli

appalti pubblici, la percentuale in Europa supera il 40% del mercato pubblico, mentre negli Stati Uniti supera di poco il 20%.

Secondo me, in questo settore, dobbiamo lavorare – come dicevamo prima rispondendo alla domanda di qualche altro suo collega – per migliorare le regole di accesso, quindi ridurre i blocchi burocratici, gli ostacoli burocratici, modificando quindi i regolamenti, facendo in modo che anche tutte le amministrazioni pubbliche, quando pubblicano gli avvisi di gara, applichino dei regolamenti che permettono alle piccole e medie imprese di accedere regolarmente.

Siccome noi abbiamo un inviato speciale, il Direttore generale aggiunto, sarà suo compito lavorare in maniera molto determinata anche in questo settore.

1-049

**Bendt Bendtsen (PPE).** – To come back to the implementation of the Small Business Act, I would also like to ask you the following: how will you ensure that the ‘think small first’ principle and the SME test are applied in the legislation?

1-050

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Chichester, sarà mio impegno che in ogni *impact assessment* della Commissione sia inserito il test-PMI, quindi vigilerò perché in tutti i settori di attività della Commissione europea ci sia il rispetto di questo principio.

Per quanto riguarda lo Small Business Act, dobbiamo lavorare tutti quanti assieme, è un impegno mio ma è anche un impegno vostro, mi auguro che il Parlamento approvi presto la direttiva per quel che concerne i crediti che le imprese devono avere dalle pubbliche amministrazioni.

Sarà compito mio anche sollecitare la Presidenza di turno spagnola perché vengano approvate anche le altre normative che riguardano lo Small Business Act che sono ancora bloccate in Consiglio. Voglio essere preciso con voi, questo è un altro impegno concreto che prendo, in occasione del primo Consiglio dei ministri, di sollecitare la Presidenza spagnola affinché possa accelerare l'approvazione delle altre direttive che sono bloccate in Consiglio.

Chiedo però a voi parlamentari europei di accelerare i tempi, so che il voto dovrebbe essere previsto attorno alla fine di aprile, o comunque di non porre ostacoli per l'approvazione di una direttiva che credo sia vitale per le piccole e medie imprese.

1-051

**Francesco De Angelis (S&D).** – Un saluto all'onorevole Tajani.

Io non torno sulle ragioni della crisi, è una crisi che si sente, che pesa molto, è una crisi che pesa sulle famiglie, sui lavoratori, sulle piccole e medie imprese. Siamo in una fase di generalizzata recessione. Più del 40% del bilancio europeo continua ad essere orientato a favore della Politica agricola comune.

Ora, rispetto a questa crisi, dal funzionamento del sistema creditizio ai ritardi di pagamento alle piccole e medie imprese, ecco io le chiedo, onorevole Tajani, quali misure intende proporre per rimodulare gli stanziamenti di bilancio alla luce di questa difficile situazione e se intende istituire un fondo anticrisi che possa far fronte al pesante deficit di liquidità che riguarda un numero sempre più crescente di piccole e medie imprese, così come stabilito nel 2009 a favore del settore energetico e dello sviluppo rurale.

1-052

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Lei mi vuol far fare il Presidente della Commissione, perché mi dà poteri che ancora non ho di decidere anche la politica agricola e tutta la politica di bilancio.

Però comprendo benissimo, onorevole De Angelis, il problema che lei pone, che è quello dell'accesso agli strumenti economici, agli strumenti finanziari dell'Unione. Per quanto riguarda l'aspetto dell'occupazione, che lei ha sottolineato all'inizio del suo intervento – perché la crisi provoca anche, e ci auguriamo sempre di meno, problemi di occupazione –, io credo che si debba poter utilizzare meglio il Fondo sociale, il Fondo per la globalizzazione e i Fondi strutturali, soprattutto per interventi mirati. Credo che l'onorevole Carvalho abbia posto prima il problema delle aziende delocalizzate.

In più credo che si possa lavorare meglio nel settore della Banca europea per gli investimenti, puntando anche per le prossime prospettive finanziarie sulla ripetizione dei tre programmi inseriti nel Programma quadro per l'innovazione e la competitività, che mi pare un buon programma soprattutto per quanto riguarda i crediti che vengono dati alle aziende, ma anche per quanto riguarda le garanzie. Come lei ben sa, grazie a quello strumento circa quattrocento-cinquecentomila piccole e medie imprese hanno avuto uno strumento di garanzia attraverso la Banca europea per gli investimenti.

Accorpare un fondo e creare un fondo è una buona idea se c'è una proposta concreta, cioè fare una sorta di fondo dei fondi, se ho capito bene cosa lei diceva. È un'ipotesi da prendere in esame, che io non scarto in principio, ma che dovrò proporre in futuro.

Credo però che oggi noi dobbiamo agire con gli strumenti giuridici ed economici che abbiamo. Quindi insisto sul Programma quadro per l'innovazione, insisto sulla Banca europea per gli investimenti, insisto sui fondi e su tutte le altre iniziative, per esempio sfruttando molto di più l'ipotesi dei *business angels* che negli Stati Uniti funziona molto bene mentre in Europa non funziona ancora come dovrebbe.

1-053

**Francesco De Angelis (S&D).** – Sarò velocissimo nella replica. Come facilitare l'accesso al credito alle piccole e medie imprese, cioè una pubblica amministrazione e un sistema bancario amico delle imprese?

1-054

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Grazie onorevole, condivido la sua posizione. Infatti dobbiamo intervenire e la Commissione lo ha fatto, ridando alle banche il ruolo che spetta alle banche, che non deve essere quello di fare speculazione ma che dev'essere quello di fornire credito alle piccole e medie imprese e alle famiglie.

In più potremo lavorare molto bene rinforzando, attraverso la nostra agenzia EACI, la nostra rete europea Impresa che è già molto utile ma che può contribuire a un'azione più efficace delle piccole e medie imprese anche per l'accesso al credito. Come ho annunciato nel mio intervento, tutta questa strategia che riguarda l'accesso al credito diventa una priorità, per cui continueremo a confrontarci e a lavorare insieme per valutare man mano i risultati che abbiamo ottenuto e vedere dove sarà necessario, con il contributo del Parlamento, da parte della Commissione aggiustare il tiro.

1-055

**Hermann Winkler (PPE).** – Herr Vorsitzender, Herr Kommissar! In der Mitteilung der Kommission "Überarbeitung der Innovationspolitik der Gemeinschaft in einer Welt im Wandel", die im vergangenen September vorgelegt wurde, kündigt die jetzige Kommission für das Frühjahr 2010 einen Rechtsakt zur Innovation an. Das wird auch für die nächsten Jahre das entscheidende Dossier sein. Auch Sie haben erfreulicherweise die Innovation, insbesondere für KMU und den erleichterten Technologiezugang für KMU, als einen Ihrer Schwerpunkte bezeichnet.

Es ist auch zu hören, dass schon große Teile dieses Rechtsakts von der jetzigen Kommission ausgearbeitet wurden und fertig in der Schublade liegen. Meine Frage: Wie wollen Sie gewährleisten, dass Sie Ihre eigenen Ideen – die Veränderungen, die Verbesserungen für KMU, die wir dringend brauchen – in diesem Rechtsakt umsetzen, obwohl zwei Dinge dagegen sprechen: Erstens, die kurze Zeit, denn es ist schon fast Frühjahr 2010, und zweitens, ein Teil der Kompetenz liegt im Bereich des Geschäftsbereichs Forschung.

1-056

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Cercherò di recuperare il tempo perduto, non qua dentro ma nell'azione che mi auguro potrò fare, per inserire alcune cose importanti nel piano d'azione sull'innovazione che però dovrà seguire la strategia Europe 2020, quindi ancora qualche tempo c'è per accelerare.

Avrò, se mi darete la vostra fiducia, una Direzione generale che ha sempre dimostrato di saper lavorare bene e certamente inserirò nella parte del piano d'azione e innovazione – che è previsto prima delle vacanze estive, quindi nella primavera, entro i prossimi sei mesi – tutta la parte innovazione e industria.

Come lei sa, le competenze oggi prevedono che la Commissaria per la ricerca e l'innovazione sia competente per la strategia in generale e il Commissario

responsabile dell'industria è responsabile dell'innovazione nel settore dell'industria.

Sarà mia cura fare tutte le cose che ho detto, ma sono sempre disponibile ad accettare le proposte, le idee, i suggerimenti che verranno da tutti quanti i parlamentari, perché ho una strategia, ho un progetto che vi ho illustrato, ma se ci sono idee nuove che possono migliorare la mia strategia, le proposte sono sempre bene accolte, l'importante è che me le facciate avere il prima possibile.

Questa è una cosa che voglio sottolineare e alla quale tengo molto: sono sempre disponibile ad accogliere tutte le proposte che vengono anche dai singoli parlamentari, perché ogni proposta arricchisce il bagaglio della Commissione. Credo fortemente nella collaborazione tra Parlamento e Commissione, quindi credo in questa collaborazione anche nelle cose concrete, non soltanto sulle questioni di principio.

Come ho detto all'onorevole Turmes e lo ripeto a tutti quanti voi, ogni vostra proposta, anche concreta è ben accolta e sarà valutata con la dovuta e rispettosa attenzione.

1-057

**Jorgo Chatzimarkakis (ALDE).** – Herr Vorsitzender, Herr Kommissar! Ich finde das großartig, wie Sie das machen. Diese Kunst, viel zu sprechen, ohne ganz konkret etwas zu sagen. Das sieht auch noch gut aus, ich finde das gut. Sie haben die Umwelttechnologie, die Wettbewerbsfähigkeit Europas und CARS21 – das ist ein Bereich, in dem ich in meinem letzten Mandat sehr aktiv war – angesprochen. Deswegen möchte ich jetzt von Ihnen wissen: Inwieweit sind Sie bereit, auch gegenüber dem Umweltkommissar – und wir haben zwei davon, Hedegaard und Potočnik – die Boxhandschuhe anzuziehen. Denn Sie werden für Ihre Ziele nur dann streiten können, wenn Sie auch Kompetenzen haben.

Inwieweit sind Sie bereit, die Kompetenzen für sich bewegende Industrieprodukte wie Autos zurückzugewinnen? Denn die Kompetenzen liegen leider nicht bei Ihnen, und leider müssen Sie im Kollegium wirklich dafür streiten.

1-058

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io non so se lei vuole un *boxeur* o un Commissario.

Io certamente sono abituato a difendere le mie idee, sapendo bene che ogni decisione deve essere una decisione collegiale. Difenderò con convinzione tutte le cose che ho detto davanti a voi, tutti gli impegni che ho preso, e non sono pochi. Alla fine glieli elencherò e vedrà che non sono pochi gli impegni che ho preso di cose da fare, che non siano poi il libro dei sogni, perché gli impegni che vengono presi di fronte al Parlamento devono essere sempre mantenuti.

È quello che ho fatto come Commissario ai trasporti: tutti gli impegni che avevo preso di fronte al Parlamento durante l'audizione sono stati mantenuti, e gli impegni

che sto prendendo di fronte a voi, anche per la tempistica e per tutte le iniziative, sia le comunicazioni, sia il piano d'azione, sia gli impegni politici.

Perché qui non si tratta soltanto di prendere degli impegni normativi, qui si tratta anche di prendere degli impegni politici. Io di fronte a voi ho preso degli impegni politici: difesa delle piccole e medie imprese, accesso al credito, il connubio, che non è una cosa sempre facilissima, cioè far capire all'industria e al mondo ambientale che questo matrimonio – io ritorno su questa battuta – è veramente fondamentale per il nostro sviluppo e per la nostra crescita, che noi possiamo raggiungere degli obiettivi, innovare sul serio.

Tutte queste scelte politiche sono impegni che io prendo e dei quali intendo rispondere di fronte al Parlamento. Chi mi conosce sa bene che ho sempre difeso le mie idee nella correttezza e sapendo bene che la strategia *Europe 2020* non è un insieme di differenti posizioni con cui poi si fa il cocktail, è un insieme di differenti sfaccettature di una stessa strategia.

La strategia è quella dell'innovazione, è quella della competitività, dell'Europa, dello sviluppo dell'Europa e dell'Europa della conoscenza, e la politica industriale è una parte di questa strategia. Quindi per forza dovrò discuterne con gli altri Commissari anche usando la forza, ma mai la violenza.

1-059

**Jorgo Chatzimarkakis (ALDE).** – Ich möchte ganz konkret an diesem Beispiel nachfragen, und als früherer Abgeordneter kennen Sie auch das Komitologieverfahren. Im Bereich Autos und CO<sub>2</sub>-Emissionen gibt es die Ökoinnovation, die auf die CO<sub>2</sub>-Emissionen angerechnet wird. Da möchte ich von Ihnen wissen: Inwieweit sind Sie bereit, uns Abgeordneten das Komitologieverfahren stärker zu öffnen? Bisher ist es eine *black box*. Die Kommission entscheidet das, und leider haben wir den Eindruck, dass dies nicht auf Basis von naturwissenschaftlichen und technischen Erkenntnissen geschieht, sondern auf Basis von Ideologie. Da würde ich gerne ganz konkret von Ihnen wissen, wie Sie zur Komitologie stehen?

1-060

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Siccome senno' lei mi accusa di parlare molto e di dire poche cose, la mia posizione è quella che ho dimostrato su una questione molto difficile e molto complicata che è quella che riguarda i *body scanner*.

Io avevo fatto una proposta, la commissione per i trasporti aveva approvato quella proposta, il Parlamento mi ha chiesto delle valutazioni differenti, sempre in base alla comitologia, io ho fatto le valutazioni necessarie e ora stiamo rivalutando quella che è l'ipotesi di *body scanner*.

Quindi è questo il mio modo di comportarmi e, come l'ho fatto da Commissario ai trasporti, se avrò la vostra fiducia lo farò anche da Commissario all'industria.

1-061

**Françoise Grossetête (PPE), ENVI.** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, au sein de votre portefeuille, vous conservez une unité importante dédiée à la compétitivité de l'industrie pharmaceutique. Aussi, que comptez-vous faire pour garantir l'avenir de cette industrie qui est l'un des fleurons industriels européens, l'une des plus innovantes qui procure des emplois de haute qualité et l'une de celle qui réalise les plus gros investissements de recherche, de développement pour le bénéfice des patients et qui concerne non seulement la grande industrie mais bon nombre de PME et PMI ?

Or, nous avons un contexte d'une démographie européenne vieillissante. Nous avons donc plus que jamais besoin d'une industrie pharmaceutique forte, capable de trouver des traitements aux maladies qui sont les conséquences du vieillissement de la population. Ces conséquences seront d'ailleurs des conséquences sociales et économiques lourdes pour notre société.

Les traitements actuels montrent leurs limites et nous avons besoin de trouver de nouvelles voies technologiques qui sont à explorer. Quelles sont donc vos propositions pour soutenir et développer le secteur pharmaceutique, notamment dans le domaine de la reconnaissance de cet aspect prioritaire de l'innovation de l'industrie pharmaceutique ?

1-062

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Non posso permettermi di fare un dibattito sul tema farmaceutico e della sanità con l'onorevole Grossetête perché ne uscirei perdente, essendo una dei massimi esperti in materia di questo Parlamento.

Posso soltanto prendere con lei due impegni: una riflessione sulla revisione della direttiva sulla trasparenza e credo che sia molto importante per la tutela del settore farmaceutico. È una direttiva che ha qualche anno, diciamo ha qualche ruga e credo che forse è necessario fare un po' di lifting.

Un altro impegno che posso prendere è quello di avviare un processo di alto livello, una task force, sull'esempio del forum farmaceutico, incentrato sulla responsabilità sociale, dell'impresa e della sanità, che potrà affrontare una serie di temi importanti, come l'accesso ai medicinali e l'impatto delle nuove cure nel settore della sanità pubblica, che è quello dominante all'interno dell'Unione europea.

Su questi due impegni credo di poter lavorare nei prossimi mesi, anche in forte contatto – visto che dovremo discutere anche della direttiva sulla trasparenza – e in sintonia con il Parlamento.

1-063

**Françoise Grossetête (PPE), ENVI.** – Justement, suite au transfert de compétences de l'unité pharmaceutique vers la DG Santé, quelle stratégie comptez-vous avoir pour maintenir la compétitivité de ce secteur, en cohérence avec l'ensemble des politiques industrielles?

1-064

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Non la posso nominare consulente del Commissario nel settore farmaceutico, ma lei sa bene che è stata spostata alla direzione SAMCO una parte delle competenze, cioè la parte produttiva, ed è invece rimasta all'industria la parte della commercializzazione.

Su quello io intendo continuare a lavorare, in perfetta sintonia, anche quando parlavo di ipotesi di una task force sull'esempio del forum farmaceutico, di farlo insieme al Commissario Dalli, in modo che si possa coniugare l'interesse della produzione con l'interesse della commercializzazione, in modo che in questo settore così importante – e vengo io da una regione, quella di Roma, dove l'industria farmaceutica è molto forte, quindi conosco bene l'importanza, anche per quanto riguarda l'occupazione, del settore sanitario – si possa cominciare a riflettere in coordinamento con il Commissario Dalli.

Questo non significa rinunciare alle proprie posizioni, alle proprie prerogative: io sono dell'idea, come in Parlamento, alla fine quando si deve trovare una soluzione, i differenti gruppi politici devono discutere fra di loro per trovare una buona soluzione che possa essere una buona risoluzione o un buon testo che possa essere approvato dal Parlamento, così credo che dovrò fare con il Commissario Dalli per quanto riguarda il settore farmaceutico ed è un impegno che prendo formalmente di fronte a lei e di fronte ai suoi colleghi.

1-065

**Kathleen Van Brempt (S&D), ENVI.** – Commissaris, ik moet helaas zeggen dat ik het toch wel eens ben met de voorgaande spreker, dat het hier allemaal wat algemeen blijft en te weinig concreet. Ik zou een heel concrete vraag willen stellen. Uw - waarschijnlijk toekomstige - collega commissaris Potočnik heeft tijdens zijn hoorzitting gezegd dat het efficiënt omspringen met grondstoffen, met energie, met water een van de absolute prioriteiten is van zijn milieubeleid. Hij heeft zelfs gezegd - en ik ben het er 100% mee eens - dat de doelstelling niet is minder afval, maar eigenlijk geen afval te produceren. Hij zal dat nooit kunnen bereiken zonder uw steun in het industriebeleid natuurlijk.

Daarom is mijn heel concrete vraag: welke instrumenten, zowel qua wetgeving als andere, ziet u binnen uw portefeuille om ervoor te zorgen dat industriële bedrijven minder grondstoffen gebruiken dan vandaag de dag en hen er niet alleen toe aan te zetten, maar ook te verplichten? En ten tweede: bent u bereid om uw portefeuille in te zetten om te werken aan een zogenaamde gesloten grondstoffencyclus of het concept "Cradle to Cradle"?

1-066

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io poi vorrò rispondere concretamente alle cose che ho detto, perché ho detto molte cose e ho preso molti impegni concreti. Naturalmente, siccome non sono un burocrate, prendo anche degli impegni politici e credo che dagli impegni politici nascano degli impegni concreti.

Per quanto riguarda le materie prime, che è un tema fondamentale, lei sa che c'è già un'iniziativa comunitaria che si basa su tre pilastri fondamentali. Il primo è l'accesso alle materie prime che vengono da oltre i confini dell'Unione, e quello è un problema. Un secondo problema riguarda l'accesso alle materie prime all'interno dell'Unione, e c'è tutto il problema con Natura 2000. Il terzo problema è quello della riduzione dell'uso delle materie prime che abbiamo, quindi farne un miglior uso e quindi progressivamente cercare di utilizzarne sempre di meno al fine di spendere di meno visto che le materie prime costano molto.

Questo rientra in una strategia e si può prendere un impegno sul cercare di ridurre o di meglio utilizzare sempre e comunque le materie prime in tutti i processi industriali, perché già uno dei tre pilastri della nostra azione per quanto riguarda l'accesso da parte delle industrie alle materie prime, quindi ridurre i consumi e ridurre anche l'utilizzo delle materie prime.

Per quanto riguarda alcune azioni che concernono il tema del riciclaggio e della riduzione, c'è per esempio l'iniziativa che riguarda i mercati guida che, appunto, concerne anche questo settore. Dovremo lavorare ancora di più. Io posso prendere l'impegno di quello di mettere in atto le norme già in vigore, le scelte già effettuate per cercare di ridurre l'utilizzo di materie prime. Questo non soltanto riduce l'inquinamento, ma riduce anche le spese da parte dell'industria, una miglior utilizzazione delle materie prime.

Per quanto riguarda gli impegni presi, io ho detto alcune cose rispondendo all'onorevole Sartori all'inizio per quanto riguarda le emissioni, di non secondaria importanza, che riguardano sia i nanomateriali, sia le sostanze chimiche composte, nella revisione di REACH, per quanto riguarda l'attuazione di tutte le norme, le linee guida che riguardano l'autorizzazione delle sostanze chimiche ho preso alcuni impegni.

1-067

**James Nicholson (ECR), Committee on the Environment, Public Health and Food Safety.** – You have a very important task ahead of you and we all know how important that is, but one of the greatest things that is going to be required of the new Commission is cooperation within the Commission, and indeed between the Commissioners. I think that will be very important.

Would you agree that, despite the failure of Copenhagen, incentivising a low-carbon economy and green technologies still remains a priority for the Industry and Entrepreneurship portfolio? How do you intend to cooperate with the Commissioner for Climate Action to ensure Europe maintains its competitive advantage, given China's huge investment in green technologies?

1-068

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Sono assolutamente convinto di questa scelta politica. Copenhagen, ho detto, non è stata una *débacle*, Copenhagen è stato un primo passo che, certamente



meno ambizioso di quello che volevamo noi europei, comunque ha portato gli Stati Uniti, la Cina e altri paesi a prendere degli impegni politici.

Vedremo cosa succederà a Berlino prossimamente, ma noi dobbiamo assolutamente continuare lungo il percorso che abbiamo già disegnato, ecco perché ho detto che al centro della nuova politica industriale che presenterò con la comunicazione c'è la *greener economy* e dentro la *greener economy* c'è la *green economy*, che rappresenta un'opportunità.

Quello della *green economy* è un mercato in continuo sviluppo, aumenta del 5% ogni anno, quindi non è soltanto una scelta di tipo ambientale, è anche una scelta di tipo economico che noi dobbiamo fare. Se andiamo a vedere anche i dati degli investimenti che vengono fatti in questi settori nei paesi come la Cina e gli Stati Uniti, ci rendiamo conto che la *green economy* è una grande opportunità industriale ed economica, ecco perché continuerò a insistere su questo argomento.

Per quanto riguarda il resto, sono sempre riuscito a collaborare con tutti i Commissari che hanno avuto temi di discussione vicini ai miei, con i quali abbiamo deciso assieme; credo di poterlo continuare a fare, come ho fatto sempre nel corso del mandato che sta per concludersi.

1-069

**Catherine Soullie (PPE), ENVI.** – Monsieur le Commissaire désigné, une question sur REACH et les délais d'enregistrement.

Ce qui fait l'intérêt premier de cette réglementation, c'est l'objectif commun de protéger la sécurité et la santé publique en améliorant la maîtrise de substances chimiques potentiellement dangereuses. Mais, comme vous le savez, REACH représente aussi un poids financier et administratif considérable pour nos entreprises, et en particulier pour les petites et moyennes entreprises qui représentent la grande majorité de notre économie.

De plus, l'Agence européenne en charge de l'enregistrement de ces substances chimiques se trouve aujourd'hui dans une situation des plus difficiles en termes de gestion des demandes d'enregistrement et de délivrance d'autorisations.

Monsieur le Commissaire désigné, dans un souci d'optimisation de cette réglementation, et du fonctionnement de l'ECHA, ne pensez-vous pas qu'il serait nécessaire d'augmenter les délais d'enregistrement pour permettre à l'ECHA de gérer au mieux toutes les demandes à traiter avec les moyens qui lui sont alloués, et par là même, de permettre à nos entreprises de ne pas s'effondrer sous le poids d'impératifs très difficiles à suivre pour la plupart d'entre elles?

1-070

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Aggiungo qualche particolare alle cose che ho detto all'onorevole Sartori che ha manifestato perplessità analoghe alle sue.

Io non credo che sia opportuno rinviare il termine già fissato per la registrazione, perché l'industria si è già messa in movimento e si è organizzata, credo in maniera già efficiente, avendo ottenuto dei buoni risultati. Se 2.700.000 dossier di preregistrazione sono già arrivati, vuol dire che l'industria e le piccole e medie imprese stanno lavorando bene.

Ho detto che sarà mia cura – ed è un altro impegno preciso che prendo, poi li elenco tutti quanti alla fine – fare in modo che il gruppo di lavoro che è già operativo nell'ambito dei forum per lo scambio di informazioni sulla stessa sostanza possa lavorare per migliorare la cooperazione all'interno dei differenti forum. È un gruppo di lavoro composto da Agenzia, Commissione e industria.

In più, per quanto riguarda l'accesso linguistico da parte delle piccole e medie imprese a tutte le informazioni concernenti la documentazione, oggi abbiamo soltanto alcune linee guida tradotte nelle 22 lingue ufficiali dell'Unione. Un mio altro impegno preciso è quello di fare in modo che quanto prima ci possano essere le traduzioni di tutta la documentazione in tutte le lingue dell'Unione europea.

In più, un altro impegno che prendo è quello, insieme al Commissario Potočnik, di risolvere il problema che ancora non permette di dare delle linee guida per quanto riguarda la parte delle autorizzazioni, sia per l'agenzia di Helsinki sia per quanto riguarda le piccole e medie imprese che devono presentare le differenti domande per i due differenti modi di autorizzazione, soprattutto quando c'è un impatto ambientale negativo e se è necessario avere anche lì un'altra soluzione alternativa. L'impegno che prendo è quello di dare una risposta univoca, insieme al Commissario Potočnik, perché si possa procedere e si possa togliere questo tappo che blocca il lavoro dell'Agenzia e blocca le domande e la presentazione di dossier da parte delle industrie.

In più, signor Presidente, sennò mi dicono che non prendo impegni, un altro impegno che possiamo prendere è quello di rafforzare sia gli *helpdesk* nazionali sia gli *helpdesk* dell'Agenzia per quanto riguarda l'accesso alla spiegazione della documentazione. Poi ci sarà tempo fino al 2012 per fare un *check-up* di REACH e vedere come correggere. Ho già detto anche per quello che mi impegnerò a valutare sia la proposta che viene dal Consiglio delle sostanze che sono composte, sia per quanto riguarda i nanomateriali, dove a volte il livello è ...

*(Il Presidente interrompe l'oratore)*

1-071

**Corinne Lepage (ALDE), ENVI.** – Monsieur le Président, Monsieur le Commissaire désigné, vous avez marqué votre intérêt pour l'économie verte et nous ne pouvons que nous en réjouir. Mais, aujourd'hui, toute l'industrie n'est pas verte et rencontre des difficultés à se reconverter dans des "process" propres et des produits propres.

Nous avons pu en juger avec deux dossiers importants – REACH et les normes d'émission pour le CO<sub>2</sub> – avec la difficulté de concilier l'intérêt industriel et la protection de l'environnement.

Aussi, comment comptez-vous concilier, dans votre action au quotidien, ces deux priorités que sont la compétitivité et la protection de l'environnement? Comptez-vous revoir les priorités en termes de subventions industrielles et, en particulier, partagez-vous l'avis exposé par Mme Hedegaard il y a quelques jours qui consiste à s'opposer aux subventions en faveur des combustibles fossiles?

Monsieur le Président: 52 secondes!

1-072

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Sono convinto che sia utile e necessario lavorare per questo incontro tra la politica industriale e la politica ambientale. Sono due settori – l'ho detto nel mio intervento – che rappresentano le differenti facce della stessa medaglia.

Sono convinto che si possa realizzare questa scelta comune, che è già stata fatta in molti settori. Quando sottolineo che noi dobbiamo puntare a una *greener economy*, dico che dobbiamo lavorare per un'economia più verde e dico che al cuore di questa *greener economy* c'è la *green economy*.

So benissimo che non si può riconvertire dalla mattina alla sera un intero settore industriale puntando solo sulla *green economy*. Dico che dobbiamo individuare un percorso, che è quello dell'innovazione, che renderà più competitive queste aziende, perché se queste aziende si rinchiudono in posizioni nazionalistiche o protezionistiche, o si rinchiudono nella loro fortezza, rischiano forse oggi di sopravvivere, ma rischiano di essere travolte domani mattina.

Ecco perché noi dobbiamo avere una strategia che guidi le piccole e medie imprese all'innovazione. Ecco perché insisto sempre sul Programma quadro per l'innovazione. Dentro a tale programma c'è una parte dedicata anche alla ecoinnovazione che riguarda le piccole e medie imprese, che deve essere utilizzata ancora di più.

Quello che vorrei far capire nella comunicazione, essendo giornalista ed essendo convinto che la Commissione europea debba essere sempre più vicina ai propri interlocutori, ai propri cittadini, è la necessità di spiegare alle piccole e medie imprese che la scelta della *greener economy* è una scelta utile per il futuro di queste imprese.

Certo che serve tempo, certo che servono iniziative, certo che servono fondi, e quindi anche fondi per la ecoinnovazione. C'è un programma specifico e per questo c'è anche qualche milione di euro.

1-073

**Marisa Matias (GUE/NGL), ENVI.** – Senhor Presidente, Senhor Comissário indigitado, vou dar-lhe

oportunidade de assumir aqui, perante nós, mais um compromisso, portanto espero que possamos chegar a um acordo a esse respeito.

Ao longo de vários anos, muitas indústrias na Europa têm escondido dos seus trabalhadores os riscos que representa para a sua saúde trabalhar em ambientes contaminados. Nós ainda não conhecemos metade da história, mas os casos do amianto, os casos da radioactividade e de trabalho nesses ambientes contaminados já vieram a público em várias situações e são verdadeiramente graves. Portanto, ainda não sabemos parte da história, mas já sabemos que este problema existe.

O que eu gostaria de saber da sua parte, Senhor Comissário indigitado, é se, considerando a responsabilidade social das empresas e considerando o desenvolvimento sustentável do sector industrial, o Senhor Comissário está disponível para promover alguma iniciativa no sentido da criação de um Fundo específico europeu que permita a indemnização das vítimas e dos seus familiares e a protecção da saúde?

1-074

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, io sono convinto che REACH possa essere meglio utilizzato non soltanto per la tutela della salute dei cittadini e dei consumatori, ma possa essere anche meglio utilizzato per la salute dei lavoratori che lavorano nell'industria chimica.

Credo anche che non siano sufficienti le quarantanove sostanze oggi candidate. Credo che noi dovremo lavorare, con Stati membri e Commissione, per aumentare l'elenco delle sostanze candidate, perché mi sembrano francamente un po' poche.

Detto questo, ci sono già alcuni fondi e ci sono poi le norme penali nazionali. Quando un'azienda viola determinate regole che danneggiano la salute dei lavoratori, ci sono norme penali differenti nei vari paesi, ma in quasi tutti i paesi occidentali ci sono delle norme che sanzionano penalmente la violazione. L'abbiamo visto anche dopo la tragedia che c'è stata a Torino, un processo importante che ha coinvolto anche aziende europee. Quindi c'è una normativa, già c'è una tutela dei diritti dei lavoratori.

Io credo che alcune cose del Fondo sociale e del Fondo per la globalizzazione possono essere utilizzate, ma se ci sono delle proposte per le prossime prospettive finanziarie sono ben disposto a valutarle e aspetto anche una proposta articolata che possa essere inserita eventualmente nelle proposte che come Commissario responsabile dell'industria potrò fare.

Ho detto nel mio intervento, e ci tengo a ripeterlo perché è un impegno politico, che per quanto mi riguarda l'industria non è soltanto il proprietario e soltanto l'edificio, ma sono anche coloro che vi lavorano dentro e coloro che acquistano i prodotti che vengono da quella industria. Come ho detto nel corso dell'intervento, io

chiedo che quei prodotti siano sani e possano essere commestibili e tutelino la salute anche dei bambini. Quindi rientriamo anche nell'ambito della direttiva sui giocattoli sulla quale credo che potremo lavorare con grande attenzione.

1-075

**Aldo Patriciello (PPE).** – Il 2009 è stato un anno drammatico per l'impresa europea. La crisi finanziaria ha inciso pesantemente sull'economia e costretto tante industrie, grandi e piccole, a chiudere o a ridurre drasticamente la loro attività imprenditoriale, con conseguenze chiaramente occupazionali.

Per fronteggiare questo stato di emergenza, tanto in Germania quanto in Italia, i governi hanno attuato interventi straordinari. La stessa Unione europea ha cercato di mettere in campo tutte le iniziative eccezionali, non ultima l'istituzione, nel nostro Parlamento, di una commissione che valuti gli effetti della crisi finanziaria. La gravità della congiuntura economica che stiamo vivendo impone, a mio parere, un ripensamento di tutta la politica industriale europea, essendo quella maggiormente interessata dalla crisi.

Pertanto, signor Commissario, vorrei sentire da lei quali iniziative intende adottare per aiutare l'impresa europea, e soprattutto le piccole e medie imprese che costituiscono la colonna portante della nostra economia, a uscire dalla crisi e nel contempo favorire la loro competitività su un mercato sempre più globalizzato

1-076

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Il primo intervento, come ho già sottolineato in alcune risposte, è quello dell'accesso al credito da parte delle piccole e medie imprese.

Questo è un discorso complessivo, quello che riguarda l'accesso agli appalti pubblici anche attraverso una differente regolamentazione interna, quindi legata più alla burocrazia, più che a riservare alle piccole e medie imprese un settore di appalti, perché questo processo negli Stati Uniti non ha funzionato. Funziona meglio in Europa, e credo che si possa migliorare eliminando molte pastoie burocratiche. Far accedere le piccole e medie imprese a tutto il processo di normalizzazione che, ripeto, è fondamentale e purtroppo le PMI non sempre vi partecipano per carenza di conoscenza, anche di tipo linguistico.

È lo stesso problema che c'è per REACH. Quindi, cercare di fare in modo, attraverso la nostra struttura della rete Enterprise Europe che andrà potenziata anche con l'aiuto dell'agenzia EACI, che è figlia, è finanziata anche con il Programma quadro.

Un'altra iniziativa può riguardare sempre REACH, perché le PMI devono potervi accedere, quindi su questi quattro temi, più la costante azione, l'altro impegno politico che ho preso di fronte a questo Parlamento è quello che il test-PMI venga effettuato in ogni *impact assessment* e venga, attraverso l'impegno del Commissario, verificata la sua reale verifica nel corso del lavoro dei servizi della Commissione europea, prima

dell'approvazione di ogni normativa comunitaria che concerne le norme europee.

Inoltre, bisogna mettere in pratica lo Small Business Act, con i suoi dieci principi e con i suoi cinque testi normativi che, ahimè, ancora in parte giacciono presso il Consiglio e presso il Parlamento.

Quindi onorevole Patriciello chiedo anche a lei di darmi una mano per risolvere il problema, sollecitando l'onorevole De Angelis e gli altri relatori perché spingano presso il Parlamento perché possa essere approvato presto il testo di questa direttiva.

1-077

**Aldo Patriciello (PPE).** – Signor Commissario, più che una domanda suppletiva le vorrei fare una raccomandazione: visto che molti colleghi hanno fatto una domanda e lei ha replicato spesso, sul problema dell'accesso al credito alle piccole e medie imprese, tenga fede a questo impegno: ritengo sia la parte centrale e più importante per rimettere in moto l'economia dell'Europa.

1-078

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Altro impegno che prendo, visto che l'ho già preso anche come Commissario per i trasporti, sarà quello, appena insediata la nuova Commissione – se naturalmente io avrò avuto, e la Commissione avrà avuto la fiducia del Parlamento – di andare a Lussemburgo a incontrare il presidente della BEI per individuare tutti i modi utili sia per rinforzare i finanziamenti, ma anche per rinforzare il sistema delle garanzie, che è molto importante: già molte aziende, mi pare circa 400 000, hanno usufruito del sistema delle garanzie previsto nel famoso Programma quadro.

Io intendo continuare sulla linea prevista dal Programma quadro, che mi pare si esaurisca nel 2013. Dobbiamo continuare a lavorare perché quel programma possa continuare a finanziare le piccole e medie imprese.

L'impegno che prendo è quello di andare a Lussemburgo a studiare iniziative supplementari per le piccole e medie imprese, sia per quanto riguarda i finanziamenti, sia per quanto riguarda le garanzie e soprattutto per fare in modo che il tappo dell'intermediario non impedisca l'arrivo dei fondi destinati dalla BEI per le PMI e che quei soldi si fermino presso le sedi delle banche.

1-079

**Henri Weber (S&D).** – Monsieur le Commissaire désigné. Je suis vice-président de la délégation du Parlement européen Chine-Union européenne. À ce titre, je suis très attentif à ce qui se passe dans ce grand État-continent, fort d'un milliard trois cent millions d'âmes. Et je constate que la Chine sortira considérablement renforcée du point de vue de ses capacités de production et d'exportation de la crise actuelle.

Nous, nous ne sommes pas sortis de cette crise, nous sommes encore dans cette crise, et si nous en sortons, et quand nous en sortirons, nous en sortirons sensiblement affaiblis, du point de vue, précisément, de nos capacités de production.

La Chine, par ailleurs, comme vous le savez, bénéficie d'une main-d'œuvre à bas coût, ne respecte pas toute une série de normes non marchandes, environnementales et autres, elle est déloyale sur le plan de la monnaie...

Je vous pose les questions suivantes: comment peut-on défendre l'industrie dans notre pays dans ces conditions? et que comptez-vous faire face à ce problème spécifique?

1-080

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – La Cina è un nostro grande interlocutore ma anche un nostro grande concorrente. Sappiamo bene che ci sono state a volte delle azioni di *dumping* e che quando ci sono delle azioni di *dumping* è necessario attuare delle misure di *antidumping*.

Questa non può essere l'unica regola. Noi dobbiamo cercare di trovare degli accordi che ci permettano di avere le stesse regole – quando parlo di politica e di internazionalizzazione delle nostre imprese – di permettere all'Europa, attraverso le sue imprese, di poter avere delle regole analoghe o degli strumenti analoghi o di standardizzazione analoga con la Cina.

Noi dobbiamo pensare di rafforzare il nostro sistema imprenditoriale e il nostro sistema industriale per andare a investire in quel grande mercato che è la Cina. Questo non significa delocalizzazione, ma l'esatto contrario. Non significa spostare le aziende europee dall'Europa alla Cina. Si tratta di esportare la nostra migliore qualità, il nostro *know-how*, la nostra capacità innovativa, di esportarla in Cina per produrre in quei mercati e per quei mercati.

Allora sì che saremo capaci di giocare un ruolo attivo. Lo stesso ruolo attivo, io sono convinto, lo dobbiamo giocare nel continente africano, anche lì abbiamo una competizione con la Cina. Me ne sono già occupato come Commissario ai trasporti. Gli africani chiedevano sempre all'Europa di esportare laggiù la qualità europea, questa è la sfida.

Noi dobbiamo vincere la nostra sfida sulla qualità. Noi non possiamo competere per costruire una macchina che costi meno dell'auto che costruiscono i cinesi. Noi però possiamo costruire una macchina che è più sicura, che è meno inquinante, che causa meno vittime sulle strade, che è meno pericolosa non solo per l'inquinamento ma anche per i cittadini e per la sicurezza stradale. Allora sì che diventeremo competitivi! Quando ci sarà un mercato molto più ampio saranno tutti quanti costretti a scegliere tra il cattivo prodotto fatto a basso costo e il buon prodotto che magari costa un po' di più, ma questa è la competitività europea.

1-081

**Henri Weber (S&D).** – Ne sous-estimez pas la rapidité de la montée en gamme de l'industrie chinoise en termes de qualité, précisément! Mais, vous avez évoqué les sociétés transnationales, vous avez évoqué, dans votre introduction, la notion de responsabilité sociale des

entreprises: je voudrais que vous précisiez ce que vous entendez par là, et savoir comment vous allez faire pour réaliser ce principe dans les faits.

1-082

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – C'è già un testo della Commissione europea che riguarda la responsabilità sociale d'impresa, che è un procedimento ancora oggi volontario. C'è un gruppo di lavoro e ci sono già state delle iniziative importanti da parte comunitaria, sempre di natura volontaria.

Si tratta di scelte politiche. Io vi ho fatto riferimento anche per quanto riguarda la politica della salute e quindi dell'industria farmaceutica. Dev'essere un atteggiamento culturale. Noi dobbiamo fare in modo che le nostre imprese si assumano anche delle responsabilità. Quando ho insistito sull'etica non volevo fare un riferimento soltanto culturale o "moralistico".

Io credo che ogni azienda che voglia essere competitiva debba avere dei requisiti per quanto riguarda l'inquinamento, per quanto riguarda il rispetto dei diritti dei lavoratori, per quanto riguarda il rispetto delle regole dell'Unione europea, per quanto riguarda la produzione e per quanto riguarda tutto il procedimento che va dall'inizio della realizzazione dell'impresa fino alla fine, e debba avere delle finalità etiche e comunicarle.

La trasparenza è questo, significa realizzare sul serio l'economia sociale di mercato, perché sociale non significa soltanto avere una tutela, una distribuzione del benessere per tutti quanti, ma avere, oltre al benessere economico, anche un benessere di tipo sociale differente, vale a dire l'ambiente, l'informazione, la protezione dei diritti dei lavoratori e la protezione della salute dei lavoratori che sono in fabbrica. Questa per me è la responsabilità sociale d'impresa, è un altro degli impegni che ho preso – forse ne ho presi troppi – come ho già detto nel testo del mio intervento che fa fede perché rimane scritto.

1-083

**Philippe Lamberts (Verts/ALE).** – Monsieur le Commissaire, contrairement à ce que vous dites, la révolution verte, c'est-à-dire celle qui érige une société économe en énergie, économe en carbone, en ressources, n'est pas une opportunité pour notre industrie, elle est tout simplement l'unique chance pour notre industrie de se retrouver un avenir!

Et si nous nous y étions engagés, contrairement à ce qui a été dit plus tôt, beaucoup plus vite et avec beaucoup plus d'ambition, nos entreprises auraient moins souffert de la crise en 2009. Donc, si notre industrie ne conquiert pas des positions de leadership dans le transport – domaine que vous connaissez – dans l'énergie, dans les "process", dans les matériaux, dans la construction, elle est tout simplement condamnée!

Alors, dans l'industrie, il y a toutes sortes de joueurs: il y a ceux qui pleurent et qui vous demandent: "S'il-vous-plait, moins 20 %, c'est déjà beaucoup trop!", et puis il y a ceux qui, avant même Copenhague, vous disent: "30 %

s'il-vous-plaît, le plus vite possible!" De ces deux-là, qui allez-vous écouter? Jusqu'à maintenant, la Commission a surtout écouté les moins ambitieuses de nos entreprises...

1-084

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Non credo che negli Stati Uniti e in Cina la pensino come lei, perché chiedono a noi europei, dicono che noi europei siamo troppo ambiziosi. Io credo che l'Europa abbia lavorato bene, sia diventata veramente il capofila di una politica economica moderna, differente da quella, come ho detto, del passato.

Sono convinto, e l'ho detto nel testo che è stato anche distribuito, che è giusto l'accordo e che la politica industriale e la politica ambientale non sono in contrasto e ho anche detto che la grande sfida è quella di una *greener economy*, con una *green economy* che sia il *core business* di questa strategia.

Ho detto che è una grande opportunità, aggiungendo che non dobbiamo perdere tempo, perché nella *green economy* stanno investendo negli Stati Uniti e in Cina, forse più di noi; non dobbiamo farci scavalcare, questo sì, ma mi pare che nel corso del mio intervento la politica industriale e la *green economy* siano due scelte che vanno di pari passo, o meglio, sono la stessa scelta.

È chiaro che dobbiamo tenere conto anche dei problemi dell'industria; dobbiamo tener conto, lei che è stato per tanti anni manager industriale, conosce bene quali sono i problemi. Bisogna, io sono convinto che il futuro è quello, l'ho detto anche rispondendo all'onorevole Lepage, che bisogna fare in modo che il futuro, anche delle piccole e medie imprese, questa riconversione per una *greener economy*, quindi ne sono assolutamente convinto.

Bisogna anche accompagnare il passaggio, cercare di convincere, cercare di permettere a chi non ha gli strumenti per farlo, perché una piccola e media impresa, anche se vuole riconvertirsi a una scelta più *greener*, a volte non riesce a farlo perché non ha un accesso al credito sufficiente, non ha la possibilità di arrivarci.

Ecco perché nel corso del mio intervento ho detto che, insieme ai *business angels*, bisognerebbe avere anche dei *green angels* capaci di aiutare persone come lei che possono aiutare le piccole e medie imprese a riconvertirsi e a poter andare in questa direzione.

1-085

**Philippe Lamberts (Verts/ALE).** – Petite question subsidiaire au sujet de REACH: à nouveau, dans cette assemblée, il y a ceux qui vous disent, "Ah! Pas trop vite!", "Pas trop!", "Pas trop loin", et puis il y a ceux qui, comme nous, vous disent "Eh bien! Sur les 1 000 substances les plus cancérigènes, il n'y en a que 30 qui sont dans la liste REACH! Et donc, en ce qui concerne REACH, il faut, au contraire, aller plus vite, plus loin et plus profond!".

À nouveau, quel est votre choix entre ceux-là?

1-086

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io scelgo gli impegni che posso prendere: per prima cosa, ho detto che la lista delle 29 sostanze è troppo corta e quindi va assolutamente integrata.

Seconda cosa, ho detto che bisogna rispettare i tempi previsti; terza cosa, ho detto che, per quanto riguarda alcune sostanze, penso ai nanomateriali, e penso alle sostanze che sono composte tra differenti sostanze e che oggi non sono previste come sostanze pericolose, possono essere, con la revisione di REACH, inserite, o si può abbassare il tetto delle 1 000 tonnellate ad esempio per alcuni nanomateriali.

Sono cose concrete, ho detto che bisogna rispettare i tempi, ma nello stesso tempo bisogna anche aiutare le piccole e medie imprese a rispettare gli impegni presi con REACH. Quindi a mio giudizio, REACH non va modificata fino al 2010: bisogna accompagnare, perché credo che quella di REACH sia una buona scelta politica fatta dalle istituzioni europee, però bisogna anche aiutare le imprese, soprattutto le PMI, a poter rispettare le regole di REACH, che sono poi i temi che hanno proposto l'onorevole Sartori e l'onorevole Soullie durante questo dibattito.

Lei sostiene che bisogna farlo ed è giusto: io non scelgo né chi dice che bisogna fare tutto e subito, né chi dice non bisogna fare nulla. Bisogna fare bene, cercando di permettere a tutto il sistema imprenditoriale di rispettare delle regole che rappresentano già un importante passo in avanti. Queste regole si possono anche migliorare, dopo aver valutato i risultati.

Il 2012 è un appuntamento importante: io credo che, se sarò ancora Commissario, avrò l'occasione di lavorare con lei e con tanti altri deputati per cercare di migliorare le regole nell'interesse dei cittadini e dell'industria.

1-087

**Evžen Tošenovský (ECR).** – Pane komisaři, oblast průmyslu a podnikání je ohromně široká a nesmírně složitá v rámci celé Evropy, a proto je každý zásah velmi citlivý. Jak celou dobu poslouchám, tak si to velmi dobře uvědomujete. Zajímalo by mě, jaký je Váš pohled na použití a faktický dopad fondu pro přizpůsobení se globalizaci ne z pohledu sociálního, ale jako komisař pro průmysl.

1-088

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io l'ho citato, credo che sia uno strumento utile in questo frangente per uscire dalla crisi. L'uscita dalla crisi è l'ultima fase del vecchio modello industriale e l'inizio del nuovo modello industriale europeo.

Noi dobbiamo utilizzare, proprio per permettere questo passaggio, tutti gli strumenti economici comunitari compresi per cercare di aiutare le imprese a fare questo salto di qualità. Anche nei casi in cui ci possono essere problemi di occupazione in un determinato territorio, credo che sia giusto utilizzare il Fondo sociale o anche il Fondo per la globalizzazione per cercare di aiutare in una fase di passaggio anche i lavoratori in difficoltà.

Quindi io ritengo che quando ci sono soldi a disposizione bisogna utilizzarli nel modo migliore. Per quanto riguarda gli aiuti di Stato, credo che bisognerà intervenire per ridurre e rendere più mirati quelli che sono compatibili, mentre bisognerà impedire quelli che non sono compatibili, perché il mercato interno è uno strumento straordinario per la crescita economica. Noi dobbiamo puntare ancora più in alto.

Perché insisto tanto sul tema della normalizzazione? Perché la normalizzazione è uno strumento fantastico per lo sviluppo del nostro mercato interno. Perché chiedo il maggior coinvolgimento delle piccole e medie imprese nello strumento della normalizzazione? Perché soltanto in questa maniera potremo allargare ancora di più il mercato interno e farne essere ancora più partecipi le piccole e medie imprese. Quindi tutti gli strumenti devono essere utilizzati per uscire dalla crisi, compreso il Fondo per la globalizzazione che considero un utilissimo strumento.

1-089

**Evžen Tošenovský (ECR).** – Měl jsem možnost poznat mnohé italské regiony, kde právě malé a střední podniky úžasně ukázaly, jak dovedou rozvíjet ekonomiku, jak obrovským jsou motorem. Jakou máte představu o tom, jak motivovat mladé lidi, aby se dávali na takovéto podnikání, a nezastrašili jsme je přílišnou složitostí evropských předpisů?

1-090

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Noi abbiamo già degli strumenti utili, come alcuni programmi comunitari per incentivare la presenza dei giovani e delle donne giovani, perché noi abbiamo bisogno di imprenditrici giovani, abbiamo bisogno della fantasia e di una maggior presenza femminile. Io vengo da un paese che ha come presidente degli industriali una donna e mi pare che stia lavorando bene e che siano molti gli uomini imprenditori che la invidiano.

Noi dobbiamo fare in modo che nascano anche piccole, piccolissime imprese. Penso, per esempio, al settore del turismo, che è uno dei settori che a norma del trattato di Lisbona sono di competenza della Commissione europea. Quello è un settore dove noi possiamo favorire un terreno che è già fertile. Come lei ben sa, nel settore del turismo lavorano già molti giovani. Occorre quindi spingere, incentivare i giovani anche attraverso lo strumento dell'accesso al credito, che è sempre il *key point* di tutta la nostra azione a favore delle piccole e medie imprese.

I giovani possono essere degli ottimi nuovi piccoli e medi imprenditori, ma se vogliamo che siano imprenditori innovanti e innovativi, dobbiamo anche fare in modo che nelle nostre scuole si formino giovani con questa mentalità. Soprattutto nelle scuole tecniche di tutta l'Unione europea bisogna fare in modo che vi sia una formazione adeguata affinché il giovane possa poi cominciare a fare il piccolo imprenditore con la mentalità di questa impresa che noi stiamo disegnando, e non con il modello di impresa degli anni '50, '60 o '80. Dobbiamo formare giovani imprenditori capaci di essere

protagonisti in questo nuovo sistema di impresa e di industria europea.

1-091

**Lara Comi (PPE), IMCO.** – Signor Commissario, innanzitutto vorrei congratularmi con lei perché proprio in questi giorni ho seguito varie audizioni e lei ha dimostrato di essere uno dei commissari più determinati e concreti.

Proprio per questo motivo vorrei porre l'attenzione, come lei già precedentemente ha dichiarato, sulle piccole e medie imprese, in quanto rappresentano il 99% di tutte le aziende della nostra Unione europea. La Commissione europea ritiene quindi tali imprese come un motore chiave per la crescita economica, l'innovazione, l'occupazione e l'integrazione sociale del mercato unico.

Ciò considerato, anche alla luce dello sforzo in favore delle piccole e medie imprese rappresentato dallo Small Business Act, è suo interesse promuovere la creazione di un fondo europeo per la patrimonializzazione, la crescita dimensionale e gli investimenti innovativi delle PMI?

La seconda domanda è la seguente, concludo solo con la seconda: il rilancio del settore tessile è strategico a livello europeo, sia per la forte componente delle piccole e medie imprese al suo interno, sia perché questo settore ha sofferto per l'impatto della globalizzazione e dell'apertura dei mercati.

1-092

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Comincio dalla seconda domanda. Sono assolutamente d'accordo con lei, il settore tessile è un settore chiave, anche per quanto riguarda la parte innovativa, è un settore che ha saputo comunque modernizzarsi – me ne sono occupato anche in qualità di parlamentare – è un settore poi che riguarda, anche nella competitività, non soltanto l'Europa, ma anche il mercato interno dell'area del Mediterraneo.

Ritengo che questo settore sia così importante che la Commissione europea ha deciso di inserirlo come uno dei mercati guida, con un Piano d'azione ad hoc. Credo che si debba sfruttare questo strumento importante del mercato guida nel settore del tessile che permette innovazione, crescita, ammodernamento del sistema imprenditoriale, legandolo anche all'aspetto della *greener economy*.

Per quanto riguarda l'altro tema, che è ricorrente, quello dell'accesso al credito, degli strumenti esistenti, mi pare che il Programma quadro sull'innovazione e la competitività sia uno strumento già utile, si tratta di favorirne l'accesso a un maggior numero di piccole e medie imprese, ma mi pare che questo meccanismo che già funziona possa essere rinnovato nei prossimi anni.

Come lei sa, ci sono tre programmi differenti per tre settori differenti, uno per l'iniziativa imprenditoriale, un altro per le ecoinnovazioni, un altro che riguarda più il settore tecnologico: questi tre progetti, che comunque

distribuiscono un po' di fondi e distribuiscono anche fondi a garanzia, possono essere rinforzati e ritengo che debbano anche essere proseguiti con un impegno economico da parte dell'Unione europea.

Chiedo anche in questo caso l'intervento del Parlamento europeo per sostenermi in queste azioni di bilancio, perché non posso fare tutto da solo.

1-093

**Lara Comi (PPE), IMCO.** – Il Commissario Verheugen ha promesso al Parlamento nel 2006 di rivedere la direttiva sui macchinari, in modo tale che non ci fosse una doppia applicazione relativamente al comparto trattori.

Tale comparto è coperto dettagliatamente dalla direttiva sui trasporti e in aggiunta dalla direttiva sui macchinari, che armonizza il settore della meccanica coinvolgendo circa 169 000 piccole e medie imprese in tutta Europa.

Tale doppia regolamentazione rappresenta un chiaro esempio di eccesso burocratico. Per tali ragioni, vorrei chiedere al signor Commissario se intende rivedere tale direttiva e se possiamo aspettarci una sua proposta entro la fine di quest'anno.

1-094

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, voglio rispondere positivamente, lo dico anche all'onorevole Van Brempt, se no dice che non prendo impegni. L'impegno che prendo è quello di presentare una nuova proposta quadro sull'omologazione dei trattori prima delle vacanze estive, cioè entro i primi sei mesi di quest'anno.

Questo è un impegno preciso, so che interessa molto anche l'onorevole Schwab che, già quando ero parlamentare si impegnava molto in questo settore. L'impegno formale che prendo è di presentare, prima delle vacanze estive, questa nuova proposta quadro sull'omologazione dei trattori.

1-095

**Hans-Peter Mayer (PPE), IMCO.** – Meine Frage betrifft die bereits genannte Spielzeugrichtlinie, und zwar die dort festgelegten Grenzwerte für Kadmium und Blei. Dem deutschen Bundesinstitut für Risikobewertung zufolge sind diese Werte zu hoch, der Wert von Kadmium müsste gesenkt werden, Blei sollte gänzlich entfallen.

Diese Grenzwerte können von der Kommission im Wege der Komitologie geändert werden. Ist eine solche Änderung von Ihnen geplant? Wenn ja, ist sie auch möglichst rasch geplant, weil es sich um Kinder handelt? Dabei ist mir klar, Sie sind Industriekommissar, aber eben auch für den Verbraucherschutz zuständig. Können Sie uns Ihren Standpunkt zum Verhältnis Industriekommissar/Verbraucherschutz kurz erläutern?

1-096

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – La Commissione europea ha ricevuto dalla Germania la documentazione che è ora in corso di valutazione da parte dei tecnici esterni della Commissione europea.

Come lei sa, e come ha ricordato, la comitatologia prevede nell'ambito della direttiva sui giocattoli che si possano, in corso d'opera e in caso ci siano dei rischi provati per la salute dei cittadini, modificare le norme in vigore e quindi inserire altre sostanze che possano essere nocive.

Se la valutazione da parte dei tecnici esterni dimostrerà che effettivamente ci sono sostanze pericolose per la salute dei cittadini, sarà un mio impegno prioritario, perché credo che il primo impegno di ciascuno di noi sia quello di tutelare l'interesse dei cittadini. Tutto quello che noi facciamo ha come obiettivo fondamentale il cittadino.

Quindi, se sarà dimostrato e riscontrato dai tecnici esterni della Commissione europea che gli elementi che sono arrivati dalla Germania dimostrano che effettivamente sono sostanze a rischio, sarà mia cura intervenire attraverso la comitatologia perché si possa applicare la normativa in vigore, che prevede appunto un aggiornamento in itinere delle sostanze pericolose.

Per quanto concerne il cadmio, la questione non riguarda soltanto il settore a cui ha fatto riferimento lei, vale a dire i giocattoli, ma anche i fosfati e i detergenti nelle acque. Per quanto riguarda i detergenti che vengono immessi nelle acque, sto valutando l'ipotesi di inserirli dopo una valutazione tecnica, di prevedere una normativa ad hoc o di inserirli in REACH.

Per quanto riguarda l'uso dei fertilizzanti che provocano una forte produzione di cadmio, credo che sarà necessario intervenire con una normativa ad hoc.

1-097

**Hans-Peter Mayer (PPE), IMCO.** – Komitologieverfahren: Sie wissen, das Parlament hat durch den Vertrag von Lissabon neue Rechte bekommen, aber nicht in diesem Verfahren, weil dort das alte Komitologieverfahren fortgesetzt wird. Die Frage an Sie: Sind Sie in Anbetracht des gesamten Denkens des Vertrags von Lissabon freiwillig bereit, uns Parlamentariern auch im bisherigen Komitologieverfahren etwas mehr entgegenzukommen und mehr Kontrollrechte zu geben, als Sie unbedingt müssen?

1-098

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io rispetto sempre le regole e le normative. Per quanto riguarda la comitatologia, come ho detto a qualche suo collega poco fa, fa fede che durante la vicenda dei *body scanner* ho ascoltato con grande attenzione quello che chiedeva il Parlamento.

Il mio atteggiamento nei confronti del Parlamento è stato sempre questo, non soltanto perché sono un vecchio parlamentare europeo, ma perché credo che questa istituzione, che è l'unica che ha una legittimazione diretta popolare, debba poter svolgere un ruolo importante. Continuerò ad ascoltare il Parlamento e ad avere lo stesso atteggiamento che ho avuto durante la vicenda dei *body scanner* che era legata alla comitatologia.

Detto questo però dovrò poi applicare le normative. Ma il rispetto del Parlamento, il coinvolgimento del Parlamento e l'ascolto del Parlamento fa parte del mio DNA, non posso rinnegare i quattordici anni di vita politica.

1-099

**Gianni Pittella (S&D), IMCO.** – Onorevole Tajani, non è per antica amicizia, ma per onestà di giudizio politico che voglio ringraziarla per l'introduzione fatta, attenta al ruolo sociale dell'impresa, consapevole della grave crisi in atto e della necessità di una risposta europea.

Vengo alla domanda: il marchio CE si limita a certificare una conformità di un prodotto rispetto alla normativa comunitaria, eppure un consumatore, ognuno di noi, quando vede il marchio CE pensa che non ci sia soltanto la conformità alle norme europee, ma anche a standard di qualità, e quindi ci può essere un'induzione nell'errore a svantaggio dei consumatori.

A seguito del ritiro massiccio dal mercato di giocattoli pericolosi, la Commissione europea si era impegnata ad assumere un'iniziativa: che cosa pensa di fare per introdurre un vero marchio di qualità e di sicurezza?

1-100

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Pittella, io credo che già il marchio CE sia un importante passo in avanti. Come lei ben sa, nella direttiva sui giocattoli il marchio CE è utilizzato in maniera differente, in maniera più forte, deve essere messo più in evidenza. È comunque già la dimostrazione che si sono seguite alcune normative comunitarie per la realizzazione di quell'oggetto e di quel prodotto.

Lei ha ragione a dire che c'è spesso molta confusione perché si tratta anche di oggetti che sono prodotti fuori dei confini dell'Unione europea, ma anch'essi, se hanno rispettato le regole comunitarie, devono avere questo marchio.

Lei ha ragione a dire che spesso il consumatore non è esattamente a conoscenza di cosa significhi questo marchio, pensa che sia un marchio di qualità, non soltanto un marchio di rispetto delle regole che ha dato il produttore o l'agenzia esterna che ha certificato quel prodotto.

Come prima iniziativa, io intendo promuovere un'azione forte per far conoscere ai cittadini europei il significato del marchio CE. Dopo questa azione, che è già programmata e dovrà partire nelle prossime settimane e per la quale vi sono stati anche investimenti, intendo esaminare – e il sostegno del Parlamento può essermi di grande conforto – se trasformare il marchio CE anche in una sorta di marchio con maggiore valenza.

Se poi, come il Parlamento in alcuni casi ha chiesto, sia il caso di avere un ulteriore marchio aggiuntivo di qualità, io non escludo che in futuro ciò possa avvenire. Per il momento ritengo sia utile fare una forte promozione del marchio CE ed eventualmente rinforzarne in futuro il ruolo, per poi, se ci saranno le

condizioni, arrivare a un altro marchio che possa essere ancora più forte. Ma questa è un'ipotesi che dovremo valutare nei prossimi anni.

1-101

**Gianni Pittella (S&D), IMCO.** – Vorrei insistere: nel momento in cui il Parlamento europeo, la commissione per il mercato interno, che è la commissione competente su questa questione, dovesse dirle che oltre ad una maggiore informazione sul marchio CE esiste anche la necessità di un marchio specifico sulla qualità e la sicurezza dei prodotti, lei assumerebbe questo impegno?

1-102

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Ho già detto, onorevole, ci sono valutazioni contrastanti: il Parlamento ha dato una valutazione molto favorevole, anche recentemente, dovremo valutarle.

Non escludo che si possa arrivare a una tale soluzione, però oggi siamo ancora in una fase in cui il nuovo quadro normativo per il mercato interno deve ancora essere pienamente applicato: intanto applichiamo quello a garanzia dei consumatori!

Ripeto: dovremo lavorare molto sul coordinamento tra l'Europa e gli Stati membri di organismi che controllano il mercato interno dei differenti Stati membri. Dovremo lavorare molto per coordinare il lavoro tra il controllo nel momento dell'importazione, cioè l'attività delle differenti dogane, in coordinamento con le autorità nazionali.

Valorizzazione del marchio CE, controllo sull'utilizzo anche del marchio CE, perché ci possono essere anche delle frodi sull'utilizzo anche del marchio CE: raggiunto questo primo obiettivo, possiamo pensare a rinforzare il marchio CE, farlo diventare una sorta di marchio DOP, per poi, magari, se ci sarà una forte richiesta del Parlamento e ci sarà una decisione politica del Parlamento, cominciare a valutare l'ipotesi.

Non lo escludo, però prendere oggi un impegno e dire "facciamo un marchio", ritengo sarebbe troppo superficiale. Credo che oggi dobbiamo innanzitutto fare in modo di applicare le norme che sono appena entrate in vigore.

Il quadro regolamentare sul mercato interno, sulla commercializzazione dei prodotti, deve essere applicato in maniera severa, e questo è già un primo messaggio forte che diamo ai consumatori.

1-103

**Carlo Fidanza (PPE), TRAN.** – Signor Commissario designato, passiamo al turismo.

L'industria del turismo europeo non riesce a mantenere una crescita sostenuta come quella di altre destinazioni extraeuropee. La competitività delle nostre aziende risente di una mancanza di coordinamento nelle strategie di marketing, di promozione e sviluppo, sia a livello interno all'Unione europea sia a livello internazionale.



Pensiamo ai nuovi mercati emergenti come quelli asiatici o come il Sud America.

Nei prossimi anni, come già in passato, il nostro continente ospiterà importanti eventi internazionali in grado di accogliere diversi milioni di visitatori da paesi extra Unione europea. Perché non pensare, in occasione di questi grandi eventi, a politiche coordinate di promozione turistica? Pensiamo all'esposizione universale di Milano del 2015 o alle Olimpiadi di Londra nel 2012. Perché non lavorare su pacchetti che incentivino questi viaggiatori a visitare non soltanto i paesi che ospiteranno questi eventi, ma anche gli altri paesi dell'Unione europea?

1-104

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Fidanza, mi pare un'eccellente idea che sposo, perché credo sia giusto, da parte europea, finalmente oggi che c'è una base giuridica che permette alla Commissione europea di coordinare il lavoro dei vari Stati membri nel settore del turismo, di favorire la nascita di imprenditorialità turistica, di dare un messaggio della possibilità di visitare l'Europa.

C'è stata molta concorrenza tra Stati membri, c'è stata molta concorrenza anche all'interno degli Stati membri che – la concorrenza, per carità, è sempre un elemento molto positivo – ma dobbiamo anche fare in modo che questa concorrenza non sottragga turisti, ma ne faccia venire sempre di più in Europa.

Noi abbiamo alcuni siti che hanno propagandato l'immagine dell'Europa, ma ancora non sono stati, ma eravamo nella fase pre-trattato di Lisbona. Oggi iniziative del genere credo che debbano essere promosse, moltiplicando anche i progetti pilota: le Olimpiadi di Londra e l'Expo di Milano possono essere delle buone cose, perché se noi saremo capaci di far venire non solo a Milano o a Londra, ma utilizzando lo strumento dell'Expo, delle Olimpiadi, poi permettere all'imprenditore che viene a visitare l'Expo a Milano o all'atleta o al familiare dell'atleta che va a Londra per seguire un evento sportivo di portare amici o di organizzare attraverso *tour operator* dei viaggi che da Londra possono andare all'Irlanda e poi dall'Irlanda andare in Francia e poi andare in Germania, e da Milano andare in Austria piuttosto che in Francia e avere la possibilità di attirare, soprattutto in mercati importanti come sono quelli cinese, giapponese e russo, nuovi turisti che possono essere attratti dal business o dal grande evento sportivo.

E fare in modo che questo evento sportivo o questo evento di business non sia soltanto un evento nazionale o regionale, ma sia un vero evento europeo che, oltre alla valenza che ha nel suo settore, possa essere una sorta di calamita per attirare all'interno dell'Unione turisti che vengono dai grandi mercati soprattutto orientali o dal mercato americano.

1-105

**Carlo Fidanza (PPE), TRAN.** – Lei ha accennato poco alla necessità di rilanciare l'industria turistica in Europa. Serve una vera e propria nuova politica industriale che punti a favorire la nascita di nuove

imprese, soprattutto giovani. Credo che il suo accenno sia molto appropriato.

Nel nuovo articolo del trattato di Lisbona che riguarda il turismo si fa cenno alla necessità di creare un ambiente favorevole per lo sviluppo delle imprese turistiche. Che cosa pensa di fare in questo senso e quali obiettivi concreti ha in mente per realizzare questa parte di testo prevista dal nostro trattato?

1-106

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io credo che l'innovazione non sia soltanto innovazione tecnologica, sia anche un modo diverso di concepire il sistema imprenditoriale europeo.

Il sistema imprenditoriale del turismo è caratterizzato da una forte presenza di giovani e bisogna incentivarlo. Ci sono già alcuni programmi che hanno anche carattere sociale, per esempio mi soffermerò su questo, ma credo anche che si debba lavorare nel settore ambientale.

Creare un clima favorevole, non soltanto un clima normativo o un clima di tipo finanziario, ma anche creare un clima nel vero senso della parola, cioè promuovere l'ambiente europeo – visto i risultati che stiamo avendo grazie al nostro impegno – promuovere la qualità ambientale della nostra Europa, promuovere da un punto di vista turistico anche risultati che abbiamo raggiunto!

Penso anche alla visita di siti industriali più moderni, più innovanti, che possono diventare uno strumento utile per un progetto turistico, penso ad accordi fra differenti Stati membri per favorire l'imprenditoria nel settore del turismo, soprattutto legata ai giovani, che abbia come finalità non la difesa del singolo territorio, ma la difesa, la tutela e la promozione del mercato europeo.

Su questo i giovani, che parlano le lingue, che sono più attenti a questo aspetto dell'innovazione, possono diventare i protagonisti, come ho detto rispondendo alla domanda che mi era stata fatta precedentemente.

1-107

**Brian Simpson (S&D).** – I am very conscious of the fact that I chair the Committee on Transport and Tourism in this Parliament, and that committee is very keen to develop transport and industrial heritage as a major tourism policy area. After all, Europe is the birthplace of the Industrial Revolution.

How important do you see these areas as being, and, in view of the new legal basis for tourism in the Lisbon Treaty, what do you propose to do to give transport and industrial heritage a higher priority?

1-108

**PRESIDENZA DELL'ON. PATRIZIA TOIA**

1-109

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Simpson, la sua domanda è molto interessante. La storia d'Europa deve essere una meta industriale e la storia d'Europa è anche la storia del lavoro europeo.

Noi abbiamo anche il dovere di non dimenticare quali sono stati i sacrifici dei nostri genitori. Penso ai tanti emigrati che sono andati a fare i minatori, ai tanti sacrifici che sono stati fatti, anche in condizioni di mancanza di rispetto dei diritti dei lavoratori, come è avvenuto nei secoli passati.

La nostra storia non deve essere dimenticata. I sacrifici che hanno portato gli europei ad avere una situazione di benessere rispetto ad altre realtà del mondo devono rimanere nella nostra memoria. Occorre promuovere visite turistiche a siti industriali del passato. Penso, come italiano, che gli italiani non possono dimenticare il sito di Marcinelle, dove successe un'immane tragedia. Lì è la memoria culturale di italiani e di belgi.

Ma ci sono anche tanti altri siti industriali. Penso anche a un turismo dedicato ai giovani, che devono conoscere come magari funzionava un vecchio sistema industriale in Gran Bretagna, piuttosto che in Germania, andare a vedere come erano vecchi sistemi, vecchi edifici industriali, quali erano le condizioni in cui si lavorava.

Ci sono già dei programmi comunitari e questo credo che sia un elemento importante per preservare la nostra memoria, perché la storia dell'Europa è fatta anche dei sacrifici di tanti lavoratori che hanno contribuito a costruire il benessere che noi, rispetto ad altri, possiamo oggi avere.

Naturalmente, per fare un buon turismo, servono buoni ed efficienti mezzi di trasporto. Lei è stato con me uno dei protagonisti di tutte le norme che siamo riusciti a scrivere a tutela dei diritti dei passeggeri in tutti i settori del trasporto aereo durante il mio mandato come Commissario ai trasporti.

Quei diritti noi dobbiamo poterli mettere in pratica. Dobbiamo utilizzare i mezzi di trasporto che abbiamo, con i diritti che abbiamo dato ai cittadini di potersi trasformare da passeggeri in turisti. Mettere in movimento 137 milioni di passeggeri a mobilità ridotta e trasformarli in potenziali turisti significa non solo garantire più diritti a queste persone, ma anche far crescere l'economia.

Detto questo, il turismo è frutto anche di un trasporto *décarbonisé*. È un impegno che ho preso quando ero Commissario ai trasporti e che intendo portare avanti.

1-110

**Brian Simpson (S&D).** – Following on from your answer and your quote about keeping that history alive, which I am very keen to support you on, are you aware of organisations like FEDECRAIL, the European Federation of Museum and Tourist Railways, who have great expertise and knowledge? Are you prepared to work with FEDECRAIL and other industrial-heritage groups to develop skills, enhance employment and contribute to local economies, as well as fully develop that often forgotten aspect of our tourism industry, namely our industrial heritage?

1-111

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Sono assolutamente d'accordo, perché noi abbiamo un problema nel turismo: spesso il turismo è concentrato in certi periodi e molto spesso è concentrato in certe zone.

Se noi potessimo, con un'azione forte, moltiplicare le presenze durante il corso dell'anno e non soltanto durante la fase estiva – o invernale per le località di montagna – e far spostare i turisti non soltanto nelle località più belle di mare o di montagna, ma anche farli andare in altre località meno conosciute, magari a prezzi ridotti, questo permetterebbe una crescita economica e comunque garantirebbe a tanta gente di poter viaggiare meglio e conoscere meglio l'Europa.

Più noi distribuiamo nell'arco del tempo e nello spazio dell'Unione europea le presenze turistiche, meglio facciamo! Tutte le proposte che vanno in questa direzione sono per me proposte positive che cercherò, nell'ambito delle mie competenze, di favorire assolutamente.

1-112

**Jan Březina (PPE).** – My question concerns the upcoming Commission communication on industrial policy. When is the communication supposed to be published, and will it be conceived horizontally or on a sectoral basis?

Finally, in connection with the new industrial policy, I know that you are talking about measures to facilitate the access of SMEs to financial resources. This is the number one priority and is practically, in many cases, a question of survival. Is this priority not a little bit lost among your other priorities?

1-113

#### VORSITZ: HERBERT REUL

1-114

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole, per quanto riguarda la comunicazione sulla nuova politica industriale – visto che dovrò scriverla ascoltando anche gli *stakeholder*, non sono soltanto gli imprenditori, ma sono anche i rappresentanti dei lavoratori, i parlamentari, cioè fare un giro ampio – io ritengo che nell'ambito, nel contesto della strategia *UE 2020* potrà essere presentata assolutamente entro, ritengo, al massimo l'autunno del 2010.

Per quanto riguarda l'accesso al credito, io l'ho fatto, nell'ambito del mio intervento ho detto che nel breve termine è la prima priorità: se noi vogliamo permettere alle piccole e medie imprese di svolgere il ruolo fondamentale di impedire che la crisi si trasformi, da crisi finanziaria ed economica in crisi sociale, noi dobbiamo permettere a queste piccole e medie imprese di poter andare avanti e di potersi innovare, utilizzando tutti gli strumenti economici utili.

Forse è stato fatto poco, può essere! Dovremo fare ancora di più! Mi pare però che i risultati del *recovery plan* siano stati comunque risultati abbastanza positivi, perché sono stati distribuiti fondi, nel settore delle reti

transeuropee, è stato aumentato il *de minimis* per le piccole e medie imprese, quindi qualche risultato importante, proprio per quanto riguarda gli aspetti economici, c'è stato.

Dovremo continuare a fare di più. Il senso della mia presa di posizione politica è proprio questo! Mi impegnerò a dare il meglio di me per cercare, nell'ambito di una strategia importante di politica industriale, di sostenere le piccole e medie imprese, che sono il cuore di questa politica e nel brevissimo termine fare in modo che queste piccole e medie imprese possano avere un accesso concreto al credito!

I-115

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** – Criza economică și financiară a afectat grav întreprinderile mici și mijlocii, dar și marile întreprinderi din industria energetică, metalurgică, constructoare de mașini și de nave.

În același timp, respectarea angajamentelor din pachetul energie - schimbări climatice pentru reducerea emisiilor poluante reprezintă o provocare pentru întreprinderile din sectoarele industriale mari consumatoare de energie. Această provocare este încă mult mai importantă pentru întreprinderile din noile state membre care necesită investiții substanțiale pentru modernizare și re tehnologizare. Astăzi, principala preocupare a cetățenilor europeni este pierderea locurilor de muncă.

Domnule comisar desemnat, care sunt măsurile pe care le aveți în vedere pentru a reduce șomajul din sectoarele industriale și pentru a asigura investițiile necesare modernizării întreprinderilor din industria grea și din sectorul energetic, și reducerii emisiilor de dioxid de carbon, în special în noile state membre?

I-116

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Onorevole Țicău, io prendo degli impegni, ma non è che posso risolvere tutti i problemi che riguardano l'intera Unione europea.

È vero che è molto difficile affrontare la questione della disoccupazione, perché è un tema che in questo momento tocca molte realtà dell'Unione europea.

Io penso di aver delineato qual è la strategia: ammodernamento, che significa ristrutturazione e innovazione. La ristrutturazione deve essere accompagnata dall'Unione con tutti gli strumenti necessari. Ho citato il Fondo sociale, il Fondo di globalizzazione, i Fondi strutturali europei.

Nello stesso tempo, la modernizzazione del nostro sistema industriale deve portare a creare nuova occupazione: la nascita di nuove imprese può assorbire occupati che perdono il posto di lavoro nella grande impresa.

Non credo che oggi, per come stanno le cose, il problema dell'occupazione possa essere risolto dalla grande impresa. Noi dobbiamo lavorare sulla piccola e media impresa.

Detto questo, dobbiamo prendere impegni e lavorare, Parlamento e Commissione, per quanto riguarda le iniziative che puntino a evitare la delocalizzazione: abbiamo detto, lavorare sull'ITS, penso anche a regole, l'ITS prevede anche che alcune quote possano essere date a importatori non Unione europea; penso a tutte le iniziative che potranno essere adottate in questo ambito; penso a tutte le iniziative a protezione – dove c'è qualche caso di dumping – di antidumping; penso al settore dell'acciaio, molto importante e molto delicato, nelle trattative abbiamo ottenuto – grazie anche alla sig.ra Ashton – qualche risultato positivo nel settore dell'acciaio, però, ripeto, è un discorso strategico, e anche la grande industria va inserita in questo tema.

I-117

**Silvia-Adriana Țicău (S&D).** – Revin la a doua parte a întrebării: în statele membre noi există forță de muncă înalt calificată, dar și întreprinderi care au încă instalații industriale cu tehnologii care necesită investiții mari de modernizare și re tehnologizare.

Trebuie să menționez că, în noile state membre, emisiile poluante au scăzut masiv; de exemplu, în România, între 1990 și 2005, emisiile poluante s-au redus cu 43%. Acest lucru nu se datorează neapărat modernizării instalațiilor industriale, ci restructurării și implicit, din păcate, desființării unor întreprinderi și pierderii unor locuri de muncă. Per total, Uniunea Europeană beneficiază de aceste reduceri poluante, pentru a se încadra în angajamentele protocolului de la Kyoto și de aceea consider că noile state membre necesită un sprijin special.

Care sunt măsurile pe care le aveți în vedere pentru a evita delocalizarea și a încuraja dezvoltarea industrială în noile state membre, care pot contribui la competitivitatea industriei europene?

I-118

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Delocalizzazione al di fuori dell'Unione europea. Io credo che oggi la delocalizzazione – per lo meno per i dati che abbiamo – va soprattutto verso l'alta qualità, perché se andiamo a leggere le cifre, la delocalizzazione va soprattutto nella direzione del Canada e degli Stati Uniti, meno in direzione della Cina.

E noi dobbiamo accompagnare la ristrutturazione delle aziende, ma sono le aziende stesse che poi sono responsabili della loro ristrutturazione, non può essere l'Unione europea che interviene sulla ristrutturazione.

Noi dobbiamo fare in modo che si rispettino sempre e comunque le regole comunitarie, che sia difeso il mercato interno, che sia garantita la competitività interna, in un processo dove io ritengo che gli aiuti di Stato – se lei fa riferimento a questo – debbano essere limitati e mirati. Non possiamo più pensare a una politica di aiuti di Stato con un ventaglio ampio, che creano soprattutto poi alla fine confusione e non servono a risolvere il problema.

Ne parlerò anche per questo con il Commissario Almunia e come dicevo alla signora Dati, è mia intenzione riunire i ministri dell'industria per fare una

valutazione della situazione: valutare la ristrutturazione in ampi settori, compreso quello dell'automobile.

1-119

**Werner Langen (PPE).** – Herr Tajani! Sie sind ein erfahrener Kollege und werden mit italienischem Temperament und vollem Elan Ihre neue Aufgabe angehen. Da bin ich sicher.

Was wir von Ihnen erwarten, ist, dass Sie offensiv die Perspektiven des Industriestandorts Europa gegen Protektionismus, Wettbewerbsverzerrungen und gegen alle diese Dinge vertreten, die aus anderen Regelungen entstehen. Sie haben die erwartete Mitteilung zur Industriepolitik schon genannt, die ist ja längst in Vorbereitung, Sie sind bestens präpariert, wie wir wissen. Meine Frage lautet in diesem Zusammenhang: Welche Leitindustrien werden Ihrer Ansicht nach noch in fünf oder zehn Jahren die Basis der europäischen Wirtschaft bilden und wie werden Sie verhindern, dass sie wegen Wettbewerbsverzerrungen, Bürokratieabbau, überzogenen Auflagen, die in anderen Ländern nicht gelten, möglicherweise doch nicht hier in Europa gehalten werden können? Das ist eine ganz schwierige Aufgabe, die Sie angehen.

1-120

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Mi sento caricato di tantissime responsabilità, al di là del trattato andiamo. No, on. Lange, io ritengo – e sono ottimista – che il sistema industriale europeo, guidato da un progetto politico che punti alla competitività di questo sistema imprenditoriale, possa permettere all'Unione europea di superare il momento di crisi attuale e di poter guardare nei prossimi 15, 20, 30 anni – perché l'arte della politica è poter capire, prevedere, elaborare dei progetti per il futuro.

Io ritengo che il nostro settore industriale sia diversificato, perché ho insistito sulla nuova politica industriale? Perché, come dice lei, ci saranno nuovi settori importanti.

Io credo, per esempio, che il settore dell'automobile sarà un settore industriale che svolgerà sempre un ruolo fondamentale per l'economia europea. Sarà un'automobile diversa, un sistema industriale diverso da quello che siamo stati abituati a conoscere negli anni '50 e negli anni '60, noi che abbiamo i capelli bianchi. Sarà inevitabilmente diverso, costruiremo macchine diverse, avremo una concorrenza diversa!

Perché io insistevo e dicevo: il modello costruito in un paese di Estremo Oriente costa certamente di meno come auto, perché non possiamo competere sul mercato del lavoro, riducendo gli oneri sociali e riducendo i diritti dei lavoratori! Ma noi però grazie all'innovazione possiamo costruire una macchina competitiva per il futuro! Una macchina che all'interno del nostro mercato possa rispondere meglio alle esigenze dei cittadini, perché grazie alle regole una macchina più sicura, che si inserirà!

Se le nuove norme comunitarie prevedono che le macchine più sicure dal punto di vista della sicurezza sulle strade ridurranno ogni anno di cinquemila morti sulle strade e trentamila feriti, vuol dire che il nostro lavoro è un lavoro che va in direzione della società.

È un sistema industriale moderno che può essere portato ad esempio, che sarà nei prossimi decenni competitivo e vincente sugli altri mercati. L'importante è avere una politica industriale che sostenga questa innovazione forte, che sostenga questo sistema competitivo. Presidente, concludo.

Perché ho insistito sulla tutela delle nostre norme e nel corso del mio intervento ho detto: noi dobbiamo fare in modo che il nostro sistema normativo – compreso quello che può essere disegnato con *Cars 21* nel settore dell'auto – possa essere, tra virgolette esportato, possa essere frutto anche di accordi con altri paesi al di fuori dell'Unione?

Perché questo ci porterà ad avere un sistema industriale molto più competitivo e molto più – poi alla fine – utile per l'interesse dei cittadini!

1-121

**Werner Langen (PPE).** – Eine kurze Nachfrage, Herr Tajani. Sie werden viele Konfliktfelder haben, bei denen Sie sich mit Ihren Kollegen auseinandersetzen müssen. Ich denke an neue industrielle Bereiche, wie die Biotechnologie oder die Gentechnologie, ich denke an Pharma und Chemie. Sie haben eben gesagt, Sie werden bei REACH neue Materialien prüfen. Nun haben wir aber eine Zwischenbilanz vorliegen, nach der nicht 30 000 Substanzen angemeldet wurden, sondern 143 000. Sind Sie bereit, sich dafür einzusetzen, dass wir insbesondere den Zeitplan einer neuen Bewertung unterziehen?

1-122

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Intanto siamo ancora nella fase di preregistrazione e siamo a 2.700.000 dossier, venti volte di più di quello che ci aspettavamo. Quindi vuol dire che la nostra industria comincia ad apprestarsi e che è più avanzata di quanto noi pensiamo. Questo è un segnale positivo.

Ho illustrato, rispondendo ad alcune domande compresa quella dell'onorevole Sartori, quali sono i problemi che noi dobbiamo risolvere per quanto riguarda l'applicazione dei REACH e di alcuni intendo farmene carico.

Mi sembra che il 2012 sia un tempo giusto per fare una prima valutazione. Il lavoro di REACH è legato anche a studi scientifici, ad analisi di laboratorio. Il Consiglio ha chiesto di valutare le sostanze composte perché sostanze che oggi possono non apparire pericolose in futuro potranno apparire pericolose. Quello che non appariva pericoloso trent'anni fa oggi appare pericoloso: sostanze cancerogene, sostanze mutagene, sostanze che possono incidere sulla riproduzione. Magari non lo sappiamo ma dopo alcuni test possiamo scoprirlo.

Ecco perché io che REACH sia uno strumento, come la direttiva sui giocattoli, in continua evoluzione. Ci sarà un primo *check-up* nel 2012 e sarà poi necessario verificarlo in tutte le direzioni, sia per quanto riguarda la questione delle sostanze, sia per quanto riguarda l'applicazione, sia per quanto riguarda la tutela delle imprese e la tutela dei diritti alla salute dei cittadini.

1-123

**Marisa Matias (GUE/NGL).** – Senhor Comissário, estou de volta e volto à mesma pergunta porque há pouco lhe falei claramente da saúde dos trabalhadores e dos impactos para a saúde dos trabalhadores, falei claramente na questão do amianto e da radioactividade, mas falei sobretudo do amianto. O Senhor Comissário percebeu porque deu o exemplo do julgamento que está a decorrer no seu país, neste momento, em Turim, a propósito do caso *Eternit* e, portanto, percebeu. Mas, quando eu perguntei sobre um Fundo específico para a indemnização às vítimas, aos trabalhadores doentes, às suas famílias e de prevenção da saúde, o Senhor Comissário indigitado respondeu-me com o Fundo para a Globalização que, no caso do apoio aos trabalhadores, é mais dirigido para a recuperação e para situações de crise económica, e com o Fundo Social Europeu, que é mais orientado para a aprendizagem e para a formação dos trabalhadores. Portanto, gostaria de voltar a reiterar: qual é sua posição em relação a um Fundo específico de indemnização às vítimas de locais contaminados?

1-124

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Il fondo specifico bisogna crearlo, io ho parlato degli strumenti che già ci sono a disposizione per cercare di colmare delle carenze, ci sono.

Bisogna vedere se ci sono dei fondi nazionali o se c'è, di fronte, dev'essere un fondo che riguarda poi eventi europei, perché se già c'è un fondo in qualche Stato membro destinato a questo, noi non dobbiamo ripetere il fondo che c'è. Significa poi nelle prossime prospettive finanziarie individuare un capitolo di bilancio dove inserire questo.

Non sono io contrario a interventi di fronte a calamità gravissime, a fare degli interventi straordinari, ma se lei intende un fondo per casi specifici – che mi auguro non siano moltissimi – legati alla tutela della salute dei lavoratori, si può individuare nell'ambito di qualche capitolo di bilancio nelle prossime prospettive finanziarie un percorso – o inserirlo eventualmente in qualcuno, per esempio, nel programma quadro dell'innovazione, inserire qualche programma ad hoc o qualche progetto ad hoc che possa contribuire a risarcire lavoratori che hanno subito danni.

Però devono sempre essere danni provocati a livello europeo, bisogna anche, cioè non possiamo intervenire su ogni cosa che succede in uno Stato membro, deve essere qualcosa che ha una valenza europea o comunque sollecitare eventualmente gli Stati membri a tutelare i diritti dei lavoratori anche in quel caso, in caso di risarcimenti danni.

Ma poi ci sono legislazioni penali e civili quando c'è o colpa o dolo da parte di imprenditori che non rispettano

le regole per la tutela dei lavoratori nell'ambito della fabbrica.

1-125

**Marisa Matias (GUE/NGL).** – Pois era a nível europeu que me estava a referir, precisamente. Ainda em relação à responsabilidade social das empresas, já se falou muito aqui de deslocalizações e gostaria de saber qual é o nível de responsabilidade que vai ser exigido às empresas que não cumpram, depois de terem recebido subsídios públicos para se instalarem nos países para garantirem emprego, e que acabem por sair sem cumprir. Gostaria de saber quais são as dimensões que vão ser garantidas porque até aqui todo o benefício e nenhum dos custos lhes foi exigido.

1-126

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Se c'è una frode comunitaria, naturalmente c'è l'OLAF che dovrà indagare in merito. Se la traduzione è corretta, lei sta prefigurando l'ipotesi di una frode comunitaria, cioè un'azienda che ha ricevuto dei soldi e che poi non li ha autorizzati e se li è tenuti per sé. In questo caso mi pare che si configuri la frode comunitaria e secondo me bisogna intervenire attraverso l'OLAF.

1-127

**Fiona Hall (ALDE).** – As Transport Commissioner you had responsibility for satellite-based projects, and they will now be part of your new portfolio too. You say you hope to bring GMES to maturity and ensure the deployment of Galileo according to plan, but Galileo is forecast to cost the European Union EUR 550 million a year, and the European Space Agency says that the true cost of GMES is EUR 74 million per year, almost double the Commission's estimate. How are you going to tackle this alarming budget overrun, while ensuring that there are no further delays to these projects?

1-128

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Io sono meno allarmato di alcuni organi di stampa. Ritengo che il 2014 sarà l'anno chiave per quanto riguarda Galileo, che potremo cominciare a vederne praticamente i benefici; che potremo incominciare a utilizzare nella sua prima fase.

Per quanto riguarda le spese, oggi siamo all'interno del bilancio previsto: come lei sa, sono stati assegnati alcuni lotti, all'inizio di questo anno ho fatto una conferenza stampa per annunciarne i risultati, dopo aver informato naturalmente il gruppo di lavoro interistituzionale del quale fa parte naturalmente il Parlamento europeo.

Ci sono dei sovraccosti per quanto riguarda i lanciatori, gli aumenti sono tra il 60 e l'80%: questo ha provocato un'impennata dei costi, più i costi che abbiamo avuto per i problemi che lei ben conosce: tra l'agenzia e gli Stati membri per quanto riguarda l'utilizzo di 500 milioni di euro.

Valuteremo dopo il 2014 per l'applicazione totale, per l'installazione totale del sistema Galileo, cosa sarà necessario fare. Comunque già valuteremo prima necessità eventuali di ulteriori finanziamenti.

Non escludo la possibilità di venire in Parlamento per illustrare la situazione, informando non soltanto il gruppo interistituzionale, ma informando le stesse commissioni competenti di eventuali necessità di incrementare i fondi, tenendo ben presente che i benefici che darà Galileo, economici, all'Unione europea nell'arco di 20-22 anni, ammontano a circa 90 milioni di euro di risparmio. Quindi sono benefici economici concreti.

È una grande sfida quella di Galileo: le grandi sfide che sono soltanto europee hanno bisogno anche di investimenti. L'importante è che il sistema funzioni. Ha cominciato a funzionare da qualche mese già EGNOS, che è il padre di Galileo, mi pare che il GMS abbia qualche risulta importante, significativo anche durante il terremoto di Haiti, quindi stiamo andando avanti, senza nasconderci i problemi.

In base a principi di trasparenza e di legalità informerò ogni qualvolta sarà necessario – anche in caso di necessità di ulteriori fondi – il Parlamento, prima di prendere qualsiasi decisione e di fare qualsiasi richiesta aggiuntiva.

1-129

**Fiona Hall (ALDE).** – So far China has failed to move on the question of freeing up its spectrum bands on which the Galileo satellites operate. This seriously compromises the security and the operation of those satellites. What action are you going to take to deal with this problem?

1-130

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Come lei ha detto, Galileo è un sistema mondiale, EGNOS è un sistema più europeo.

Con la Cina c'è un dialogo aperto, il Presidente Barroso ha scritto una lettera al Presidente della Repubblica popolare cinese per sollecitare un progresso negli accordi. Ieri è stato lanciato, mi pare, un satellite cinese.

Il dialogo è aperto e ci sono – questo bisogna ricordarlo – ancora problemi con la Cina per quanto riguarda l'armonizzazione del sistema europeo con il sistema cinese, legati poi all'utilizzo in futuro, anche per esempio di tutte le strumentazioni tecnologiche che dovranno sfruttare i segnali che partiranno o da Galileo o dal sistema cinese.

Penso ai portatili, che se vengono costruiti e sono compatibili soltanto con un sistema – penso al sistema cinese – rischiano di danneggiare economicamente il sistema Galileo. Ecco perché bisogna procedere nelle trattative con la Russia, ma la Commissione si è investita al massimo livello con un intervento diretto del Presidente Barroso.

1-131

**Der Vorsitzende.** – Das waren alle Fragen und alle Antworten. Herr Tajani, Sie haben noch die Gelegenheit zu kurzen abschließenden Bemerkungen.

1-132

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Non sono microfoni europei quelli della traduzione italiana, grazie comunque, grazie alla traduzione.

Io voglio ringraziare tutti quanti voi per le domande che mi avete posto, perché mi hanno permesso di illustrare qual è il mio impegno per i prossimi cinque anni, se avrò la vostra fiducia.

La prima cosa che io intravedo è la necessità politica di avere una nuova strategia industriale, per un nuovo sistema industriale, con una nuova base industriale europea, da qui la necessità di avere una comunicazione, che è un impegno preciso che ho preso e che intendo mantenere entro l'autunno.

Questa nuova strategia deve essere una strategia che punta alla competitività del sistema europeo, la competitività del sistema europeo collegato alla nostra strategia "Europa UE 2020", ma legato anche alla *greener economy* e alla *green economy*, che – ripeto – è il cuore della nostra *greener economy*.

Questo significa un impegno forte, convinto che si possa coniugare la politica industriale a sostegno delle imprese con la politica contro il cambiamento climatico. È un impegno che io assumo e che intendo realizzare, lavorando su alcune cose concrete: abbiamo ricordato REACH, abbiamo ricordato iniziative – non lo ho ancora ricordato – ma la riforma che ho fatto anche grazie al sostegno del Parlamento, di *single european sky* che ha permesso di conciliare azione a favore dei cittadini e azione a favore delle imprese e azioni contro il cambiamento climatico. Credo che questo sia un modello da seguire!

E naturalmente tutta la politica per l'innovazione: quando insisto sulla responsabilità sociale delle imprese, ne faccio una questione politica chiave, perché la responsabilità sociale delle imprese significa coinvolgere tutte le imprese in delle scelte che devono portare l'Europa a cambiare, ad essere più competitiva, ad avere un diverso sistema industriale.

E quando insisto sull'economia sociale di mercato e dico che l'obiettivo è la politica sociale e il mercato è lo strumento, è perché intendo vedere sempre al centro della mia azione politica – che sarà un'azione coordinata sempre con il Parlamento – il cittadino europeo, l'interesse del cittadino europeo, sia esso lavoratore, sia esso imprenditore, sia esso giovane, sia esso donna, sia esso consumatore. E quando noi diciamo lavoriamo sulla direttiva giocattoli, sono pronto a rivederla, se necessario, come sono pronto a lavorare nel settore della farmaceutica. Guardo sempre alla tutela della salute dei cittadini. Quando pensiamo anche di valutare differenzialmente alcune sostanze chimiche, sempre nell'interesse dei cittadini.

Ma aiutare un sistema industriale significa costruire nuovi posti di lavoro! Quando ho messo come mia priorità a breve termine l'impegno per modificare una serie di realtà che impediscono l'accesso al credito alle

piccole e medie imprese, penso alla creazione di nuovi posti di lavoro, penso a tutte le difficoltà che ci sono nelle fasi di ristrutturazione.

Ripeto quello che ho detto all'on. Țicău poco fa: noi possiamo pensare di costruire nuovi posti di lavoro soltanto se puntiamo sulle piccole e medie imprese, se siamo capaci già noi di realizzare gli impegni che abbiamo preso.

Perché ci sono ancora le norme dello *small business act* che sono ferme al Consiglio e una è importantissima, è ancora ferma in Parlamento – non per cattiva volontà del Parlamento, ma perché servono i tempi necessari.

Vi chiedo quindi di intervenire, di aiutarmi ad essere più celere, per sostenere le piccole e medie imprese. Sostenere le piccole e medie imprese significa impedire che chi perde il lavoro, magari in una grande impresa, che viene ristrutturata, non trovi altro lavoro, ma la nascita di una nuova piccola e media impresa, anche innovante, anche utilizzando i fondi comunitari. Allora possa trovare il suo posto di lavoro!

E qui si inserisce la politica sociale, che non può essere disgiunta da una politica industriale moderna, per la competitività delle nostre imprese. Imprese che devono poter anche liberarsi di troppe pastoie burocratiche. Vi ho portato l'esempio di una cosa che ho fatto – perché voglio essere concreto con voi – la riforma del regolamento Marco Polo è un esempio di come la Commissione può aiutare concretamente le piccole e medie imprese!

Più c'è tutto il lavoro per l'innovazione, tutti gli sforzi che dobbiamo fare per la tutela del marchio, per la tutela del mercato interno, per la tutela dell'innovazione! Abbiamo cinque anni di lavoro da fare, con obiettivi a lungo termine, con obiettivi a medio e brevissimo termine.

Ecco, questa è la grande sfida! Ma cari amici, non è una sfida di un elenco di norme che noi possiamo fare, che noi dobbiamo fare, ma è una grande sfida politica, dalla quale deve uscire vincente il sistema imprenditoriale europeo, deve uscire vincente mezzo miliardo di persone che vivono in Europa!

A queste persone noi dobbiamo guardare, a queste persone noi dobbiamo dare risposte! Se saremo capaci di costruire insieme, la Commissione, il Parlamento, gli Stati membri, tutelando il mercato, tutelando la concorrenza, ma tutelando anche i diritti dei lavoratori e dei cittadini, allora sì che vinceremo questa sfida! allora sì che l'Europa, le istituzioni europee saranno degne di dire: noi siamo stati capaci di vincere la grande sfida dell'Europa 2020!

Il sistema industriale e tutti coloro che lavorano in questo sistema hanno il dovere di impegnarsi in prima persona. Io farò di tutto per farlo, chiedo il vostro sostegno e non soltanto il vostro appoggio e la vostra fiducia oggi, ma vi chiedo un impegno comune per realizzare questi obiettivi, che sono ambiziosi.

Le vostre proposte per me saranno preziose, ascolterò ciascuno di voi come sono stato abituato a fare quando ero deputato e in questo anno e mezzo di Commissario europeo. Ecco perché chiedo a voi la vostra fiducia.

1-133

**Der Vorsitzende.** – Herzlichen Dank, Herr Tajani, für Ihre Auskünfte. Herzlichen Dank für Ihre Fragen, liebe Kolleginnen und liebe Kollegen! Ganz besonders herzlichen Dank an die Dolmetscher, dass Sie uns geholfen haben, alles hier noch abzuwickeln, und länger gearbeitet haben. Ganz herzlichen Dank.

(Beifall)

1-134

**Antonio Tajani, Commissario designato.** – Posso ringraziare il presidente per avermi anche permesso di parlare qualche minuto in più, ma voglio anche ringraziare gli interpreti per il lavoro prezioso che fanno e che dovranno fare anche per le piccole e medie imprese, grazie!

1-135

(Die Sitzung wird um 21.25 Uhr geschlossen.)